



Assemblée générale

Distr. générale
1^{er} mai 2020
Français
Original : anglais

Soixante-quatorzième session
Point 148 de l'ordre du jour
Aspects administratifs et budgétaires du financement
des opérations de maintien de la paix
des Nations Unies

Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix : exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019, point de l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 et projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

	<i>Dollars É.-U.</i>
Crédit ouvert pour 2018/19	324 703 500
Dépenses de 2018/19	324 703 500
Solde inutilisé de 2018/19	0
Crédit ouvert pour 2019/20	348 868 000
Montant estimatif des dépenses de 2019/20 ^a	348 868 000
Montant estimatif du solde inutilisé de 2019/20 ^a	0
Projet de budget du Secrétaire général pour 2020/21	363 420 700
Ajustement recommandé par le Comité consultatif pour 2020/21	(4 726 500)
Recommandation du Comité consultatif pour 2020/21	358 694 200

^a Montant estimatif au 29 février 2020.



Table des matières

	<i>Page</i>
Abréviations	3
I. Introduction	5
II. Exécution du budget de l'exercice allant du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019	5
III. Informations sur l'exécution du budget de l'exercice en cours	6
IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1er juillet 2020 au 30 juin 2021	6
A. Considérations générales	6
B. Montant total des ressources nécessaires	7
C. Département des opérations de paix	13
D. Département de l'appui opérationnel	14
E. Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	15
F. Bureau de l'informatique et des communications	16
G. Bureau des services de contrôle interne	16
H. Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies	18
I. Bureau des affaires juridiques	19
J. Département de la sûreté et de la sécurité	20
K. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme	20
V. Conclusion et recommandations	20
Annexes	
I. Ressources financières proposées pour le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1 ^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021	23
II. Postes qu'il est proposé de supprimer ou de transformer et nouveaux postes qu'il est proposé de financer au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1 ^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021	46
III. Transferts, réaffectations, reclassements et déclassés de postes financés au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1 ^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021	48
IV. Emplois de temporaire qu'il est proposé de financer au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1 ^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021	49
V. Détail du calcul des incidences financières de l'application de nouveaux paramètres de calcul des traitements pour la période du 1 ^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021	54

Abréviations

BANUS (anciennement UNSOA)	Bureau d'appui des Nations Unies en Somalie (anciennement Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie)
BSLB	Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie)
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FISNUA	Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei
FNUOD	Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement
FORDEPRENU	Force de déploiement préventif des Nations Unies
FORPRONU	Force de protection des Nations Unies
G(1 ^{re} C)	Agent(e) des services généraux (1 ^{re} classe)
G(AC)	Agent(e) des services généraux (Autres classes)
GN	Agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national
GOMNUII	Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Iran et l'Iraq
IPSAS	Normes comptables internationales pour le secteur public
MANUI	Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq
MINUAD	Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour
MINUEE	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
MINUJUSTH	Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti
MINUK	Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental
MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MINUSS (anciennement MINUS)	Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (anciennement Mission des Nations Unies au Soudan)
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MONUIK	Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
ONURC	Opération des Nations Unies pour le rétablissement de la confiance en Croatie
ONUST	Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve

PT	Personnel temporaire (autre que pour les réunions)
SM	Agent(e) du Service mobile
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

I. Introduction

1. Durant l'examen de la version préliminaire du rapport du Secrétaire général sur le projet de budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 (A/74/743), le Comité consultatif s'est vu communiquer des renseignements et des éclaircissements supplémentaires par le Secrétariat, qui lui a fait également parvenir des réponses écrites le 29 avril 2020¹. Les observations et recommandations formulées par le Comité au sujet des opérations de maintien de la paix en général figurent dans son rapport (A/74/737), et celles qui portent sur les constatations et recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019 figurent dans le rapport correspondant (A/74/806).

II. Exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019

2. Dans sa résolution 72/288, l'Assemblée générale a approuvé l'inscription au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019, d'un montant brut de 324 703 500 dollars, dont 34 865 000 dollars au titre des dépenses institutionnelles. Le montant brut total des dépenses de l'exercice s'élève à 324 703 500 dollars, ce qui veut dire que 100 % des crédits ouverts ont été utilisés et qu'il n'y a pas de solde inutilisé.

3. L'exécution intégrale du budget s'explique par l'effet combiné des éléments suivants : a) des dépenses plus élevées que prévu au titre des postes (10 678 900 dollars, soit 4,9 %) ; b) des dépenses opérationnelles moins élevées que prévu (8 602 300 dollars, soit 12,1 %) et des dépenses moins élevées que prévu au titre de la préparation des moyens de maintien de la paix (2 076 600 dollars, soit 53,5 %). Les écarts sont analysés en détail à la section III du rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget du compte d'appui pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019 (A/74/622).

4. Dans le rapport sur l'exécution du budget, il est indiqué que, en raison du dépassement de crédits au titre des coûts salariaux, la part de l'assurance maladie après la cessation de service devant être financée au moyen du compte d'appui (5 312 000 dollars) n'a pas pu être acquittée (voir par. 22 ci-après) et le règlement de la part des frais d'administration de la justice qui est à la charge des opérations de maintien de la paix (1 922 700 dollars) a été reporté à l'exercice 2019/20 (A/74/622, par. 8).

5. Des changements ont été apportés à la présentation du rapport sur l'exécution du budget, notamment l'ajout de tableaux et d'informations visant à décrire les principaux résultats (ibid., par. 4). **Le Comité consultatif encourage le Secrétaire général à continuer d'améliorer la présentation de ses rapports sur le compte d'appui (voir également A/70/837, par. 14).**

¹ L'accès aux locaux de l'Organisation des Nations Unies ayant été restreint en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le Comité consultatif a tenu ses réunions à distance après le 13 mars 2020, et ses échanges avec les représentants du Secrétaire général ont été menés par écrit sous forme de questions-réponses.

III. Informations sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

6. En ce qui concerne les dépenses effectives et les dépenses prévues pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020, le Comité consultatif a été informé qu'au 29 février 2020, le montant des dépenses s'élevait à 231 132 000 dollars. À la fin de l'exercice en cours, le montant total des dépenses devrait être égal au crédit de 348 868 000 dollars qui avait été ouvert, soit une utilisation de 100 % du budget approuvé.

7. Le Comité consultatif examine les incidences financières de la maladie à coronavirus (COVID-19) dans son rapport sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général (A/74/737). Il a été également prévu que le règlement de la part de l'assurance maladie après la cessation de service devant être assumée par les opérations de maintien de la paix serait reporté afin de financer des coûts salariaux plus élevés que prévu (voir par. 22 ci-après).

IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021

A. Considérations générales

Modulation des ressources du compte d'appui

8. Dans le tableau 1 de son rapport (A/74/743), le Secrétaire général indique que les ressources à inscrire au compte d'appui pour l'exercice 2020/21 s'élèveront à 321,2 millions de dollars, contre 303,9 millions de dollars pour l'exercice 2019/20, sans compter les montants qu'il faudra prévoir pour les initiatives internes. Au paragraphe 2 du rapport, il indique que, durant l'exercice 2020/21, le nombre autorisé d'agents en tenue bénéficiant d'un appui (dont le personnel de l'Union africaine) devrait être ramené à 112 153, contre 116 163 en 2019/20, et les effectifs civils des missions devraient passer de 14 132 à 13 872 personnes, en raison principalement de la réduction des effectifs de la MINUAD et de la clôture de la MINUJUSTH durant l'exercice 2019/20. Parallèlement, la part que représentent les montants alloués au compte d'appui dans le total des ressources affectées au maintien de la paix ne cesse de croître depuis l'exercice 2014/15, passant notamment de 4,80 % en 2019/20 à 5,19 % en 2020/21 (voir également A/73/849, par. 8).

9. Le Secrétaire général indique que les variations du montant global des ressources demandées pour les opérations de maintien de la paix ne se reflètent pas immédiatement dans le compte d'appui, ce qui s'explique en partie par le fait que les réductions des effectifs de personnel en tenue n'entraînent pas immédiatement une baisse de la charge de travail pour les fonctions d'appui et que la clôture des missions et la réduction des effectifs des missions continuent d'exiger des services d'appui pour la planification de la phase de transition ou de clôture. Il indique en outre que la modulation des ressources du compte d'appui est déterminée par des facteurs techniques et le renforcement des moyens du Siège dans certains domaines prioritaires (A/74/743, par. 5, 6 et 12).

10. Le Comité consultatif rappelle que, dans ses résolutions 69/308 et 70/287, l'Assemblée générale a souligné que les fonctions d'appui devaient être modulées en fonction de la taille et du mandat des opérations de maintien de la paix. **Le Comité consultatif ne croit pas que les fonctions d'appui au Siège iront en s'accroissant alors même que des missions se retirent ou réduisent leurs effectifs et que le personnel des missions diminue (voir A/73/849, par. 10 ; voir également A/74/737, par. 49, A/74/737/Add.3, par. 7 et 8, et A/74/737/Add.6, par. 22 et 23). Le Comité**

compte que les prochains projets de budget du compte d'appui feront apparaître des réductions qui soient en proportion avec la taille des opérations de maintien de la paix.

B. Montant total des ressources nécessaires

11. Le montant brut du budget proposé pour le compte d'appui pour l'exercice 2020/21 s'élève à 363 420 700 dollars (y compris 42 230 500 dollars pour les initiatives internes), ce qui représente une augmentation de 14 522 700 dollars (4,2 %) par rapport au crédit ouvert pour l'exercice 2019/20. Le Comité consultatif s'est fait communiquer les tableaux suivants qui figurent dans les annexes du présent rapport et qui indiquent : a) le montant total des ressources demandées pour l'exercice 2020/21 au titre du compte d'appui et, pour chaque département et bureau, les ressources à imputer au compte d'appui (annexe I) ; b) les postes qu'il est proposé de créer ou de supprimer (annexe II) ; c) les postes qu'il est proposé de transférer, de réaffecter ou de reclasser (annexe III) ; d) les emplois de temporaire (autres que pour les réunions) proposés (annexe IV).

12. Au paragraphe 9 de son rapport, le Secrétaire général indique que l'augmentation des ressources demandées tient essentiellement : a) aux ajustements standard des dépenses de personnel au regard du barème actualisé des traitements, des échelons, des taux de vacance et des dépenses communes de personnel (16,6 millions de dollars) ; b) à la variation des ressources opérationnelles, qui s'explique principalement par l'inscription au budget du compte d'appui des crédits qui étaient auparavant prévus au budget de la Base de soutien logistique de Brindisi au titre de certaines applications informatiques et par l'augmentation des dépenses d'équipement standard du Siège (2,5 millions de dollars). L'augmentation est en partie compensée par les réductions découlant de la modification proposée du tableau d'effectifs (0,7 million de dollars) et de l'absence de crédits demandés pour la réunion triennale du Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents (1,1 million de dollars).

13. Le Comité consultatif recommande d'approuver les effectifs proposés et les ressources demandées pour 2020/21 au titre du compte d'appui, sous réserve des observations et recommandations qu'il formule dans les paragraphes ci-après.

Initiatives internes

14. La part des opérations de maintien de la paix dans le financement des initiatives de l'Organisation se décompose comme suit : a) 13 381 300 dollars pour le progiciel de gestion intégré (Umoja) ; b) 868 500 dollars pour le dispositif de prestation de services centralisée ; c) 3 881 600 dollars pour la préparation des moyens de maintien de la paix ; d) 20 553 700 dollars pour la maintenance et l'appui relatifs à Umoja ; e) 3 545 400 dollars pour le règlement des demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques émanant de missions de maintien de la paix terminées ([A/74/743](#), par. 29 à 41).

Umoja

15. Le Comité consultatif a demandé un complément d'information sur les ressources prévues pour le progiciel de gestion intégré (Umoja), mais n'a pas obtenu les précisions demandées, notamment en ce qui concerne les dépenses de l'exercice en cours et des exercices précédents ainsi que les délais d'achèvement du projet et les prévisions de dépenses connexes. **Le Comité consultatif compte que cette information sera fournie à l'Assemblée générale.**

Indemnisation pour troubles post-traumatiques

16. Le Secrétaire général indique dans son rapport que le traitement des demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques présentées par le personnel militaire des opérations de maintien de la paix conformément à la résolution 52/177 de l'Assemblée générale sur l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité de membres du personnel en tenue est en passe de devenir une nouvelle priorité du Département de l'appui opérationnel [ibid., par. 40 à 41 et 42 e)]. Les ressources demandées pour l'exercice 2020/21 aux fins du traitement des demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques s'élèvent à 4 089 500 dollars, montant qui permettrait de financer : a) le règlement de demandes d'indemnisation (3 545 400 dollars), qui est inscrit dans les dépenses institutionnelles ; b) trois nouveaux emplois de temporaire (316 300 dollars) et les services de consultants (75 000 dollars) qui sont inscrits dans les dépenses du Département de l'appui opérationnel (ibid., tableau 9 ; voir également par. 36 et 38 ci-après).

17. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'entre juin 2017 et décembre 2019, le Secrétariat avait reçu 342 demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques émanant d'États Membres (voir tableau 1 ci-après).

Tableau 1

Demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques reçues entre juin 2017 et décembre 2019

(En dollars des États-Unis)

<i>Entité</i>	<i>Mission</i>	<i>Montant</i>	<i>Nombre de demandes</i>
Missions en activité			
Mission politique spéciale	MANUI	7 000	1
Opération de maintien de la paix (budget ordinaire)	ONUST	14 000	1
Opération de maintien de la paix	UNFICYP	114 310	10
Opération de maintien de la paix	FINUL	125 160	11
Opération de maintien de la paix	MINUK	21 700	2
Opération de maintien de la paix	MINUS (MINUSS)	14 000	1
Opération de maintien de la paix	MINUSMA	19 250	1
Total partiel		315 420	27
Missions terminées			
Opération de maintien de la paix	ONURC	31 500	2
Opération de maintien de la paix	GOMNUII	10 500	1
Opération de maintien de la paix	MONUIK	80 290	7
Opération de maintien de la paix	MINUEE	32 550	3
Opération de maintien de la paix	FORDEPRENU	34 300	3
Opération de maintien de la paix	FORPRONU	3 356 240	288
Total partiel		3 545 380	304
Autres	Contingent de gardes des Nations Unies en Iraq	114 450	11
Total partiel (missions terminées)		3 659 830	315
Total		3 975 250	342

18. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le montant de 315 400 dollars prévu pour le règlement des 27 demandes d'indemnisation provenant de missions en activité serait imputé sur le budget des missions concernées, mais que le montant de 3 545 400 dollars demandé au titre du compte d'appui servirait à régler les 304 demandes d'indemnisation provenant de missions terminées. Selon le Secrétariat, la majorité de ces demandes ont été présentées il y a longtemps mais n'ont pas été traitées en raison du manque de fonds à des fins d'indemnisation dans les missions terminées ou du manque de capacités au Secrétariat. Le Comité a également été informé que les procédures relatives aux demandes d'indemnité de décès ou d'invalidité qui ont été approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution [52/177](#) ne fixent pas de délais pour la présentation des demandes (voir également résolutions [72/285](#), [70/286](#), [69/307](#), [68/281](#), [65/289](#), [64/269](#) et [61/276](#)).

19. Le Comité consultatif a en outre été informé que le montant demandé au titre de l'indemnisation a été calculé sur la base des montants réclamés dans 280 demandes (3 319 800 dollars) et des montants figurant dans 24 demandes vérifiées (225 600 dollars). En ce qui concerne les demandes vérifiées, le montant maximum accordé était de 16 940 dollars et il n'y avait pas vraiment de constante dans les montants accordés. Depuis 2010, un montant total de 75 550 dollars a été versé au titre de l'indemnisation pour troubles post-traumatiques, dont un montant de 24 500 dollars correspondant à deux demandes concernant la FORPRONU qui ont été réglées en septembre 2017 au moyen du reliquat de cette mission terminée. **Le Comité consultatif note que les deux demandes d'indemnisation concernant la FORPRONU ont été réglées au moyen du reliquat de cette mission terminée.**

20. Le Comité consultatif a été informé que le Secrétariat s'attendait à recevoir quelques centaines d'autres demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques, mais qu'il ne pouvait pas prévoir leur montant ni le moment où elles seraient présentées, car la présentation des demandes d'indemnisation était du seul ressort des États Membres et était souvent effectuée bien longtemps après que les événements à l'origine des troubles s'étaient produits. Le Comité a également été informé que le Secrétariat envisageait de mener une étude durant l'exercice 2020/21 afin de trouver des solutions durables aux nouveaux problèmes concernant les demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques, y compris une méthode d'établissement des prévisions budgétaires.

21. **Le Comité consultatif insiste sur la nécessité de régler rapidement les demandes d'indemnité de décès et d'invalidité, note avec préoccupation le nombre considérable de demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques en attente et souligne qu'il importe de rattraper rapidement le retard accumulé (voir également [A/73/755](#), par. 81). Afin de promouvoir l'adoption d'une méthode durable et appropriée pour le traitement des demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques, le Comité recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de lui présenter, dès que possible, une étude qui contient une analyse approfondie des aspects politiques, juridiques, administratifs et financiers de la question, notamment les procédures de traitement des demandes d'indemnisation, les normes médicales, la méthode d'établissement des prévisions budgétaires relatives aux engagements au titre de l'indemnisation et les sources de financement. L'étude doit également présenter des informations sur le nombre des demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques qui sont venues ces dernières années de missions de maintien de la paix en activité ou terminées et de celles qui ont été rejetées ou classées ou n'ont pas encore été traitées, les montants correspondants et les sources de financement (voir également [A/52/410](#), par. 13). En attendant la réalisation de cette étude, le Comité recommande de ne pas approuver le montant de 3 545 400 dollars demandé au titre du compte d'appui pour l'indemnisation**

pour troubles post-traumatiques. On trouvera aux paragraphes 36 et 38 ci-après les observations et recommandations formulées par le Comité sur d'autres demandes de ressources en rapport avec l'indemnisation pour troubles post-traumatiques.

Assurance maladie après la cessation de service

22. Le Secrétaire général indique qu'en raison du dépassement de crédits au titre des coûts salariaux, la part de l'assurance maladie après la cessation de service devant être financée au moyen du compte d'appui, soit 5 312 000 dollars pour la période de janvier à juin 2019, n'a pas pu être acquittée (voir [A/73/793](#), par. 16 à 22). Une partie de ce montant (2 809 700 dollars) a été réglée au moyen des soldes inutilisés de neuf opérations de maintien de la paix (BANUS, FISNUA, FNUOD, MINUAD, MINUJUSTH, MINUK, MINURSO, MINUSCA et UNFICYP), par répartition selon la part revenant à chacune dans le financement du compte d'appui. Le règlement du solde (2 502 300 dollars) a été reporté à l'exercice 2019/20 au titre du compte d'appui ([A/74/622](#), par. 8). En ce qui concerne l'exercice en cours, le Comité consultatif a été informé que le montant reporté de l'exercice 2018/19 a été imputé au compte d'appui en juillet 2019 et serait financé au moyen des ressources allouées au maintien de la paix pour l'exercice en cours, dans la mesure du possible. D'après les informations concernant les dépenses de l'exercice 2019/20 qu'il a reçues, le Comité note que le report du paiement du montant de 2 502 300 dollars au titre de l'assurance maladie après la cessation de service devrait permettre de faire face à des coûts salariaux plus élevés que prévu. **Le Comité consultatif se demande avec préoccupation si les décisions prises par le Secrétaire général de prélever le montant de 2 809 770 dollars sur les soldes inutilisés de neuf missions de maintien de la paix pour faire face au dépassement des crédits prévus pour les salaires et de reporter à l'exercice suivant le paiement de la part de l'assurance maladie après la cessation de service qui revient aux missions de maintien de la paix (2 502 300 dollars), sans l'autorisation préalable de l'Assemblée générale, sont bien fondées et conformes aux Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies. Il est également préoccupé par le fait qu'un nouveau report du paiement de la part de l'assurance maladie après la cessation de service revenant aux missions de maintien de la paix (2 502 300 dollars) est envisagé durant l'exercice en cours. Il compte que le Secrétaire général communiquera de plus amples informations à l'Assemblée générale lorsqu'elle examinera le présent rapport.**

23. **Le Comité consultatif estime que le Secrétaire général doit faire preuve de prudence, de transparence et de diligence dans le traitement budgétaire de la contribution à l'assurance maladie après la cessation de service et souligne que les deux décisions susmentionnées ne doivent pas constituer un précédent (voir par. 22 ci-dessus). Le Comité attend avec intérêt l'examen des dépenses liées à l'assurance maladie après la cessation de service qui doit être entrepris par le Comité des commissaires aux comptes (voir [A/74/806](#), par. 11 ; voir également par. 24 ci-après).**

24. Dans le projet de budget pour l'exercice 2020/21, un montant de 11 294 100 dollars est demandé au titre du compte d'appui pour l'assurance maladie après la cessation de service, ce qui représente une augmentation de 280 700 dollars par rapport au crédit ouvert pour 2019/20. Le Comité consultatif n'a pas réussi à se faire fournir des informations sur les dépenses mensuelles, prévues et effectives, au titre de l'assurance maladie après la cessation de service qui sont financées au moyen du budget ordinaire, du compte d'appui et des ressources extrabudgétaires. En outre, ayant demandé des précisions, il a été informé que, l'assurance maladie après la cessation de service étant ajustée périodiquement en fonction des sources de financement, il ne serait pas possible de lui communiquer des précisions sur les

dépenses mensuelles correspondantes. Le Comité signale toutefois que cette information lui avait été communiquée auparavant (voir par exemple A/73/849, tableau 3). Il rappelle également les observations et recommandations qu'il a formulées, notamment sur l'inexactitude des données utilisées pour évaluer les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, dans son rapport concernant le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes des opérations de maintien de la paix des Nations Unies pour l'exercice clos le 30 juin 2019 (A/74/806, par. 6 à 11). **Le Comité consultatif se dit préoccupé par le fait qu'il n'a pas reçu l'information demandée et souligne que le Secrétariat doit renforcer sa collaboration, de manière à respecter les principes de transparence et de conformité avec le Règlement financier et les règles de gestion financière.**

Dépenses de personnel

25. En ce qui concerne l'augmentation de 16,6 millions de dollars des ressources demandées au titre des dépenses de personnel, le Secrétaire général indique, au paragraphe 11 de son rapport, qu'elle se décompose comme suit : a) une augmentation de 2,5 millions de dollars qui tient au fait que le coefficient d'ajustement à New York a été porté de 65,5 à 68,2 en février 2020, compte tenu de l'évolution du coût de la vie ; b) une augmentation de 2,0 millions de dollars qui tient à l'augmentation en février 2020 des coefficients d'ajustement, dont celui à New York qui est passé de 68,2 à 70,3, compte tenu de la gestion active par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) de la marge entre la rémunération des fonctionnaires des Nations Unies et celle des fonctionnaires de l'Administration fédérale des États-Unis ; c) une augmentation de 1,2 million de dollars liée à l'application du barème des traitements actualisé pour les lieux d'affectation hors Siège, principalement pour le personnel du Bureau des services de contrôle interne ; d) une augmentation de 1,2 million de dollars découlant de la progression annuelle de l'échelon moyen et du relèvement des coefficients d'ajustement applicables en dehors de New York à partir de 2019 ; e) une augmentation de 1,9 million de dollars des dépenses communes de personnel, calculées sur la base de la moyenne des dépenses communes de personnel effectivement engagées pendant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019 ; f) une augmentation de 7,8 millions de dollars résultant de l'application de taux de vacance de poste calculés sur la base des taux de vacance moyens des six derniers mois de l'exercice 2019/20, ajustés en fonction des taux de vacance effectifs au 31 janvier 2020 et des recrutements prévus pour chaque entité. Le Comité consultatif s'est fait communiquer des précisions sur le calcul des incidences financières des modifications apportées aux paramètres salariaux (annexe V).

Taux de vacance

26. Dans le tableau 10 de son rapport, le Secrétaire général présente les taux de vacance proposés pour l'exercice 2020/21 pour chaque entité au titre du compte d'appui. Le tableau 2 ci-après indique le nombre de postes autorisés, l'effectif réel en moyenne, ainsi que les taux de vacance approuvés et effectifs de 2018/19 et 2019/20, par rapport au nombre de postes et aux taux de vacance proposés pour l'exercice 2020/21.

Tableau 2
Postes et taux de vacance

Catégorie	Postes approuvés (pourcentage) 2018/19	Taux de vacance approuvé (moyenne) 2018/19	Effectif réel (moyenne) (pourcentage) 2018/19	Taux de vacance effectif (moyenne) (pourcentage) 2018/19	Postes approuvés (pourcentage) 2019/20	Taux de vacance approuvé (pourcentage) 2019/20	Effectif réel (moyenne) 1 ^{er} juillet 2019- 29 février 2020	Taux de vacance effectif (moyenne) (pourcentage) 1 ^{er} juillet 2019- 29 février 2020	Postes proposés (pourcentage) 2020/21	Taux de vacance proposé (pourcentage) 2020/21
Postes financés au moyen du compte d'appui	1 359	–	1 213	10,7	1 365	–	1 195	12,4	1 355	–
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	939	11,9	844	10,1	947	11,4	844	10,9	941	8,5
Agents des services généraux et des catégories apparentées	420	9,7	369	12,1	418	13,2	352	15,8	414	13,6

27. Comme indiqué dans le tableau 2 ci-dessus, le taux de vacance proposé pour le personnel recruté sur le plan international pour l'exercice 2020/21 est plus faible que le taux effectif moyen de l'exercice 2018/19 et le taux approuvé pour l'exercice 2019/20. Le Comité consultatif note que le fait que le taux de vacance effectif a été plus faible que prévu durant l'exercice 2018/19 a conduit au dépassement de crédits au titre des coûts salariaux, qui a empêché le paiement de la part de l'assurance maladie après la cessation de service revenant aux opérations de maintien de la paix durant cet exercice, problème qui risque de se répéter durant l'exercice en cours (voir par. 22 ci-dessus). **Le Comité consultatif rappelle que les taux de vacance proposés devraient, dans la mesure du possible, correspondre aux taux effectifs et que, lorsque les taux proposés sont différents des taux effectifs, il faut apporter des éléments qui justifient clairement le choix des taux utilisés (voir également A/69/860, par. 22). Le Comité compte donc que des explications détaillées sur le choix des taux de vacance proposés pour l'exercice 2020/21 seront fournies à l'Assemblée générale au moment où elle examinera le présent rapport.**

Indemnité de fonctions

28. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que, au 31 mars 2020, 17 postes [1 P-5, 3 P-4, 10 P-3, 2 P-2, 1 G(AC)] étaient occupés temporairement par des fonctionnaires qui recevaient à ce titre une indemnité de fonctions depuis plus d'un an, dont l'un depuis 2015. **Le Comité consultatif compte que les postes occupés temporairement depuis longtemps seront pourvus sans plus tarder (voir également A/74/7, par. 92 à 94).** Le Comité consultatif examine plus avant la question de l'indemnité de fonctions dans son rapport sur les questions intéressant les opérations de maintien de la paix en général (A/74/737).

Personnel temporaire (autre que pour les réunions)

29. En tout 68 emplois de temporaire financés au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) sont proposés pour 2020/21, soit 6 de plus par rapport au nombre d'emplois approuvé pour 2019/20. Comme le montre l'annexe IV du présent rapport, 45 des 62 emplois de temporaire qu'il est proposé de reconduire existent depuis au moins quatre ans. **Le Comité consultatif note le grand nombre d'emplois de temporaire qui existent depuis longtemps. Rappelant que le personnel temporaire (autre que pour les réunions) est censé assurer des fonctions de caractère provisoire (voir A/68/861, par. 50), le Comité recommande**

que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général d'examiner soigneusement les besoins en personnel temporaire dans le cadre du prochain projet de budget pour le compte d'appui (voir également A/67/848, par. 55).

C. Département des opérations de paix

30. Il est proposé de supprimer quatre postes (1 P-5, 2 P-4 et 1 P-2) et de créer un poste (P-4) et un emploi de temporaire (P-3) au Département des opérations de paix.

31. Dans son rapport, le Secrétaire général propose de créer un poste de spécialiste de la gestion des programmes (P-4) au Service de la lutte antimines du Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le ou la titulaire du poste fournirait des conseils techniques sur les engins explosifs improvisés et coordonnerait les activités relatives à ces engins, notamment les activités de formation à l'intention des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, en collaboration avec le Bureau des affaires militaires et la police des Nations Unies. **Compte tenu des capacités qui existent au sein de l'Organisation, y compris dans les missions, le Comité consultatif recommande de ne pas créer le poste de spécialiste de la gestion des programmes (P-4). Les montants prévus au titre des objets de dépense autres que les postes devraient être ajustés en conséquence.**

Autres objets de dépense

32. Les ressources demandées pour le Département des opérations de paix au titre des objets de dépenses autres que les postes s'élèvent à 7 323 400 dollars, ce qui représente une augmentation de 170 500 dollars (2,4 %) par rapport au montant alloué pour 2019/20.

Voyages officiels

33. Les ressources demandées au titre des voyages officiels s'élèvent à 3 647 600 dollars, soit le même montant que celui alloué pour 2019/20. Un montant de 1 134 600 dollars, soit 31 % du montant total des ressources demandées pour les voyages officiels, servirait à financer les voyages aux fins de formation. **Le Comité consultatif n'est pas tout à fait convaincu qu'autant de ressources soient nécessaires ; il estime que le Département devrait s'efforcer davantage de recourir aux technologies de formation à distance, y compris la visioconférence, et recommande donc de réduire de 5 %, soit 182 400 dollars, le montant demandé au titre des voyages officiels.**

Installations et infrastructures

34. Les ressources demandées au titre des installations et infrastructures s'élèvent à 173 200 dollars, ce qui représente une augmentation de 63 800 dollars (58,3 %) par rapport au montant alloué pour 2019/20, qui tient principalement à l'augmentation des dépenses prévues au titre des fournitures de bureau. Le Secrétaire général indique que le montant prévu pour les articles de papeterie et les fournitures de bureau (87 200 dollars) a été établi en appliquant le taux de standard de 200 dollars par fonctionnaire à 436 fonctionnaires (A/74/743, par. 105). Le Comité consultatif constate que le montant prévu pour 2019/20, qui avait été calculé sur la base des habitudes de dépenses, était de 29 000 dollars pour 438 fonctionnaires (A/73/793, par. 126). **Le Comité consultatif estime que l'augmentation proposée n'est pas suffisamment justifiée et recommande de réduire de 10 %, soit 17 300 dollars, le montant demandé au titre des installations et infrastructures.**

D. Département de l'appui opérationnel

35. Il est proposé de supprimer cinq postes [1 P-4, 1 P-3 et 3 G(AC)] et de créer trois emplois de temporaire [2 P-4 et 1 G(AC)] au Département de l'appui opérationnel.

36. Les emplois de temporaire proposés concernent le traitement des demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques présentées par le personnel en tenue et comprennent : un emploi de spécialiste de la santé mentale (psychiatre) (P-4) à la Division de la gestion des soins et de la sécurité et de la santé au travail pour évaluer les demandes d'indemnisation ; un emploi de spécialiste des finances et du budget (P-4), dont le ou la titulaire serait l'interlocuteur(trice) unique pour toutes les questions relatives à l'indemnisation pour troubles post-traumatiques et gèrera la procédure d'indemnisation ; un emploi d'assistant(e) au budget et aux finances [G(AC)] pour aider au traitement des demandes d'indemnisation. Le (la) spécialiste des finances et du budget dirigerait également un nouveau groupe chargé des demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques, qui relèverait de la Section de la gestion des demandes de remboursement et de la performance de la Division de l'appui au personnel en tenue (A/74/743, version préliminaire, par. 185). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que ces emplois constituaient l'effectif minimal nécessaire pour traiter les demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques en attente. **Le Comité consultatif recommande d'approuver les emplois de temporaire proposés pour traiter les demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques en attente. Il recommande toutefois de ne pas créer expressément un groupe chargé des demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques, cette mesure étant à son avis prématurée tant que l'étude des demandes d'indemnisation provenant des opérations de maintien de la paix n'a pas été effectuée (voir par. 21 ci-dessus).**

Autres objets de dépense

37. Les ressources demandées pour le Département au titre des autres objets de dépense s'élèvent à 30 261 800 dollars, ce qui représente une augmentation de 1 487 500 dollars (5,2 %) par rapport au montant alloué pour 2019/20.

Consultants et services de consultants

38. Les ressources demandées au titre des consultants et services de consultants s'élèvent à 805 600 dollars, ce qui représente une augmentation de 33 800 dollars (4,4 %) par rapport au montant alloué pour 2019/20. Elles se répartissent comme suit : a) 75 000 dollars pour le recours au service d'un(e) psychiatre qui sera chargé(e) d'évaluer les demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques, en attendant que le (la) titulaire de l'emploi proposé de spécialiste de la santé mentale (psychiatre) soit recruté(e) ; b) 300 000 dollars pour la mise à jour des directives concernant le réseau d'emplois logistiques ; c) 140 000 dollars pour l'élaboration et la mise en œuvre de la procédure de gestion par catégorie (A/74/743, par. 205 à 208). **Le Comité consultatif recommande d'approuver le crédit de 75 000 dollars demandé pour faire évaluer les demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques en attente (voir par. 21 ci-dessus). Rappelant que le recours aux consultants devrait être limité au strict minimum, le Comité estime que les autres dépenses prévues au titre des consultants et services de consultants, qui s'élèvent à 730 600 dollars, ne sont pas pleinement justifiées et recommande de réduire ce montant de 20 %, soit 146 100 dollars.**

Voyages officiels

39. Les ressources demandées au titre des voyages officiels s'élèvent à 1 323 200 dollars, ce qui représente une diminution de 163 100 dollars (11,0 %) par rapport au montant alloué pour 2019/20, qui tient principalement au non-renouvellement des crédits prévus pour la réunion triennale du Groupe de travail sur le matériel appartenant aux contingents (145 900 dollars). D'après les informations communiquées au Comité consultatif, sur les crédits alloués d'un montant de 1 486 300 dollars, des dépenses d'un montant de 558 600 dollars avaient été engagées au 29 février 2020. **Le Comité consultatif n'est pas pleinement convaincu qu'autant de ressources soient nécessaires et, compte tenu du montant des dépenses engagées durant l'exercice en cours, recommande de réduire de 10 %, soit 132 300 dollars, le montant demandé au titre des voyages officiels.**

Installations et infrastructures

40. Les ressources demandées au titre des installations et infrastructures s'élèvent à 22 766 300 dollars, ce qui représente une augmentation de 1 845 100 dollars (8,8 %), qui tient principalement au fait que le coût standard des locaux du Siège à New York a été revu à la hausse pour tenir compte de l'augmentation des loyers. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le coût standard, qui était resté de 15 900 dollars par membre du personnel depuis 2013, avait été porté à 17 000 dollars en 2020, sur la base du nombre moyen de places par pied carré de l'ensemble des bâtiments de New York, et que l'incidence de la mise en œuvre de la politique de gestion souple de l'espace de travail avait été prise en compte dans son calcul. Le Comité a également été informé que les économies découlant du non-renouvellement de baux, qui a été rendu possible par le projet de gestion souple de l'espace de travail, ont été contrebalancées par l'augmentation des loyers. Le Comité a formulé des observations à ce sujet dans son rapport sur la gestion souple de l'espace de travail (A/74/74/Add.18, par. 8 à 13). **Le Comité consultatif estime que le calcul du nouveau coût standard des locaux aurait dû être expliqué plus clairement et entend garder cette question à l'étude. Il estime également que l'augmentation proposée n'est pas suffisamment justifiée et recommande de réduire de 10 %, soit 184 500 dollars, le montant demandé au titre des installations et infrastructures.**

E. Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

Autres objets de dépense

41. Les ressources demandées pour le Département au titre des autres objets de dépense s'élèvent à 16 160 600 dollars, ce qui représente une augmentation de 754 400 dollars (4,9 %) par rapport au montant alloué pour 2019/20.

Consultants et services de consultants

42. Les ressources demandées au titre des consultants et services de consultants s'élèvent à 647 400 dollars, ce qui représente une légère augmentation de 4 400 dollars (0,7 %) par rapport au montant alloué pour 2019/20. D'après les informations communiquées au Comité consultatif, ce montant couvre les dépenses suivantes : a) 51 500 dollars pour le recours au service d'un(e) consultant(e) qui veillera à ce que les baux conclus dans les missions soient conformes aux normes IPSAS ; b) 283 400 dollars pour l'amélioration du système de gestion des aptitudes Inspira et des outils d'analyse décisionnelle visant à faciliter la gestion prévisionnelle des besoins en personnel ; c) 135 000 dollars pour le recours au service d'un(e) consultant(e) qui mettra au point des modules de formation à l'auto-évaluation et à la gestion de la

viabilité environnementale ; d) 93 800 dollars pour les modifications et les activités de formation relatives à la gestion du risque institutionnel. D'après les informations communiquées au Comité, sur les crédits d'un montant de 643 000 dollars alloués pour l'exercice 2019/20, des dépenses d'un montant de 54 800 dollars avaient été engagées au 29 février 2020. **Rappelant que le recours aux consultants devrait être limité au strict minimum, le Comité consultatif n'est pas convaincu que le montant demandé au titre des consultants et services de consultants soit suffisamment justifié et, compte tenu du montant des dépenses engagées jusqu'à présent, recommande de le réduire de 20 %, soit 129 500 dollars.**

Voyages officiels

43. Les ressources demandées pour le Département au titre des voyage officiels s'élèvent à 911 700 dollars, ce qui représente une légère diminution de 8 300 dollars (0,9 %) par rapport au montant alloué pour 2019/20. Le Comité constate toutefois, d'après les informations qui lui ont été communiquées, qu'un montant plus élevé est demandé pour deux bureaux malgré une sous-utilisation des crédits alloués au titre des voyages officiels durant les huit premiers mois de l'exercice 2019/20. **Compte tenu de l'évolution des dépenses engagées durant l'exercice en cours, le Comité n'est pas convaincu par les éléments qui ont été fournis pour justifier le montant des ressources demandées pour les bureaux suivants :**

a) Bureau des ressources humaines : un montant de 163 800 dollars est demandé, ce qui représente une augmentation de 18 500 dollars (12,7 %) par rapport au crédit de 145 300 dollars alloué pour 2019/20, alors que les dépenses engagées s'élevaient à 49 600 dollars au 29 février 2020. **Le Comité consultatif recommande de réduire de 10 %, soit 16 400 dollars, le montant demandé au titre des voyages officiels pour le Bureau des ressources humaines ;**

b) Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité : un montant de 338 100 dollars est demandé, ce qui représente une augmentation de 25 700 dollars (8,2 %) par rapport au montant de 312 400 dollars alloué pour 2019/20, alors que les dépenses engagées s'élevaient à 52 900 dollars au 29 février 2020. **Le Comité consultatif recommande de réduire de 15 %, soit 50 700 dollars, le montant demandé au titre des voyages officiels pour la Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité.**

Communications et informatique

44. Les ressources demandées au titre des communications et de l'informatique pour la Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité s'élèvent à 293 100 dollars, ce qui représente une augmentation de 33 200 dollars (12,8 %) par rapport au montant alloué pour 2019/20. D'après les informations communiquées au Comité consultatif, sur les crédits d'un montant de 259 900 dollars alloués pour 2019/20, des dépenses d'un montant de 48 300 dollars avaient été engagées durant les huit premiers mois de l'exercice. **Le Comité consultatif estime que l'augmentation proposée n'est pas pleinement justifiée et, compte tenu du montant des dépenses engagées jusqu'à présent, recommande de réduire de 10 %, soit 29 300 dollars, le montant demandé au titre des communications et de l'informatique pour la Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité.**

Fournitures, services et matériel divers

45. Les ressources demandées au titre des fournitures, services et matériel divers s'élèvent à 11 444 100 dollars, ce qui représente une augmentation de 265 700 dollars (2,4 %) par rapport au montant alloué pour 2019/20, qui tient principalement à

l'augmentation des dépenses prévues au titre de l'assurance maladie après la cessation de service pour les membres retraités du personnel de maintien de la paix. Le Comité examine la question de l'assurance maladie après la cessation de service aux paragraphes 22 à 24 ci-dessus.

F. Bureau de l'informatique et des communications

Autres objets de dépense

46. Les ressources demandées pour le Bureau de l'informatique et des communications au titre des autres objets de dépense s'élèvent à 12 147 100 dollars, ce qui représente une augmentation de 1 435 500 dollars (13,4 %) par rapport au montant alloué pour 2019/20.

Voyages officiels

47. Les ressources demandées au titre des voyages officiels s'élèvent à 352 000 dollars, ce qui représente une légère augmentation de 2 000 dollars (0,6 %) par rapport au montant alloué pour 2019/20. D'après les informations communiquées au Comité consultatif, au 29 février 2020, des dépenses d'un montant de 156 700 dollars avaient été engagées au titre des voyages officiels durant les huit premiers mois de l'exercice 2019/20. **Le Comité n'est pas entièrement convaincu qu'autant de ressources soient nécessaires et, compte tenu du montant des dépenses engagées durant l'exercice en cours, recommande de réduire de 5 %, soit 17 600 dollars, le montant demandé au titre des voyages officiels.**

G. Bureau des services de contrôle interne

48. Concernant le Bureau des services de contrôle interne, il est proposé d'y supprimer trois postes (1 P-5, 1 P-4 et 1 SM) et d'en transférer deux postes (1 P-4 et 1 P-3) à partir du 1^{er} avril 2021. Il est également proposé de réaffecter deux postes [1 P-3 et 1 SM (reclassé à GN)] à compter du 1^{er} juillet 2020.

49. Les modifications proposées au tableau d'effectifs concernent le Bureau de l'auditeur(trice) résident(e) de la MINUAD et sont basées sur l'hypothèse que la clôture et la liquidation de la MINUAD auront lieu au cours de l'exercice 2020/21 et que le Bureau cessera son activité au 1^{er} avril 2021 au plus tard (A/74/743, par. 332). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé qu'une équipe d'auditeurs serait maintenue jusqu'à la fin de la phase de liquidation et toutes les questions résiduelles seraient gérées par les équipes de la Division de l'audit interne à New York et à Entebbe (Ouganda). **Le Comité consultatif compte que le Secrétaire général veillera à ce que les activités de contrôle se poursuivent jusqu'à la clôture de la mission.**

50. Il est proposé de réaffecter un poste d'auditeur(trice) résident(e) (P-3) du Bureau de l'auditeur(trice) résident(e) de la MINUAD au Bureau régional d'inspection et d'évaluation d'Entebbe en tant que poste de spécialiste de l'évaluation (P-3) afin de renforcer davantage les capacités du Bureau régional (ibid., par. 339). **Compte tenu de la nécessité de poursuivre les activités de contrôle à la MINUAD (voir par. 49 ci-dessus), le Comité consultatif recommande de ne pas approuver la réaffectation du poste d'auditeur(trice) résident(e) (P-3).**

Autres objets de dépense

51. Les ressources demandées au titre des autres objets de dépense pour le Bureau des services de contrôle interne s'élèvent à 7 085 300 dollars, ce qui représente une

augmentation de 810 900 dollars (12,9 %) par rapport au montant alloué pour 2019/20.

Consultants et services de consultants

52. Les ressources demandées au titre des consultants et services de consultants s'élèvent à 377 500 dollars, ce qui représente une diminution de 12 000 dollars (3,1 %) par rapport au montant alloué pour 2019/20. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le montant demandé comprenait : a) 87 500 dollars visant à permettre à la Division de l'audit interne d'assurer des services spécialisés dans les domaines des drones aériens, des réseaux informatiques et de communications et de l'intelligence artificielle et de renforcer ses capacités d'audit technique ; b) 285 000 dollars visant à permettre à la Division de l'inspection et de l'évaluation de faire appel à des spécialistes des questions politiques dans les pays en conflit pour l'aider à élaborer six rapports d'évaluation. D'après les informations communiquées au Comité, sur les crédits d'un montant de 389 500 dollars alloués pour l'exercice 2019/20, des dépenses d'un montant de 121 800 dollars avaient été engagées au 29 février 2020, et un solde inutilisé de 167 800 dollars est prévu à la fin de l'exercice en cours. **Le Comité consultatif rappelle que le recours aux consultants devrait être limité au strict minimum et que l'Organisation doit mobiliser les compétences internes pour les activités de base. Le Comité n'est pas convaincu que le montant demandé au titre des consultants et services de consultants soit suffisamment justifié et, compte tenu des dépenses effectives et des dépenses prévues, recommande de le réduire de 15 %, soit 56 600 dollars.**

Voyages officiels

53. Les ressources demandées au titre des voyages officiels s'élèvent à 929 000 dollars, ce qui représente une diminution de 40 200 dollars (4,1 %) par rapport au montant alloué pour 2019/20. Un montant de 366 300 dollars, soit 39,4 % des ressources demandées au titre des voyages officiels, servirait à financer les voyages aux fins de formation. D'après les informations communiquées au Comité consultatif, sur les crédits d'un montant de 969 200 dollars alloués au titre des voyages officiels pour l'exercice 2019/20, des dépenses d'un montant de 436 000 dollars avaient été engagées au 29 février 2020. Un solde inutilisé de 446 200 dollars est prévu à la fin de l'exercice en cours. **Le Comité consultatif estime que le Bureau devrait s'efforcer davantage de recourir aux technologies de formation à distance, y compris la visioconférence, et, compte tenu du montant des dépenses engagées durant l'exercice en cours, recommande de réduire de 10 %, soit 92 900 dollars, le montant demandé au titre des voyages officiels.**

H. Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies

Autres objets de dépense

54. Les ressources demandées au titre des autres objets de dépense pour le Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies s'élèvent à 627 200 dollars, ce qui représente une augmentation de 70 100 dollars (12,6 %) par rapport au montant alloué pour 2019/20.

Consultants et services de consultants

55. Un montant de 57 500 dollars, soit le même que celui alloué pour 2019/20 et 2018/19, est demandé pour la constitution d'une réserve de consultants chargés d'offrir des services d'ombudsman et de médiation au personnel de maintien de la

paix. D'après les informations communiquées au Comité consultatif au sujet de l'exercice en cours, aucune dépense n'avait été engagée au 29 février 2020 et un solde inutilisé de 17 500 dollars est prévu au 30 juin 2020, en raison des retards intervenus dans le recrutement des consultants. Le Comité constate également qu'il y avait un solde inutilisé considérable de 41 400 dollars à la fin de l'exercice 2018/19. **Au vu de l'évolution des dépenses engagées durant l'exercice en cours et les exercices précédents, le Comité consultatif n'est pas convaincu que le montant demandé au titre des consultants et services de consultants soit pleinement justifié et recommande de le réduire de 10 %, soit 5 700 dollars.**

Questions diverses

56. Il est indiqué dans le rapport que, dans sa résolution 73/276, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de mettre en place, dans les limites des ressources disponibles, un projet pilote visant à proposer des services de règlement amiable des différends aux non-fonctionnaires et que, dans sa résolution 74/258, elle a prié le Secrétaire général de lui rendre compte du projet pilote (ibid., par. 385). Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que, depuis le démarrage du projet pilote, les services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies avait traité 332 affaires et que, si l'Assemblée générale décidait de normaliser cette activité, des ressources supplémentaires devraient être prévues pour faire face à l'accroissement des demandes.

I. Bureau des affaires juridiques

Autres objets de dépense

57. Les ressources demandées au titre des autres objets de dépense pour le Bureau des affaires juridiques s'élèvent à 219 200 dollars, soit le même montant que celui alloué pour 2019/20.

Consultants et services de consultants

58. Le montant de 37 800 dollars demandé, qui est légèrement supérieur au montant alloué pour 2019/20, doit permettre d'engager un(e) conseiller(ère) juridique qui sera chargé(e) de fournir des avis sur des points de droit relatifs aux opérations de maintien de la paix exigeant des connaissances particulières dont le Bureau ne dispose pas en interne (ibid., par. 436). D'après les informations communiquées au Comité consultatif, sur les crédits d'un montant de 37 400 dollars alloués pour l'exercice en cours, le Bureau avait engagé une dépense d'un montant de 100 dollars au 29 février 2020. **Rappelant que le recours aux consultants devait être limité au strict minimum et considérant les dépenses engagées jusqu'à présent, le Comité recommande de réduire de 5 %, soit 1 900 dollars, le montant demandé au titre des consultants et services de consultants.**

Communications et informatique

59. Les ressources demandées au titre des communications et de l'informatique s'élèvent à 91 600 dollars, ce qui est légèrement inférieur au montant alloué pour 2019/20. D'après les informations communiquées au Comité consultatif, sur les crédits d'un montant de 91 700 dollars alloués pour l'exercice en cours, des dépenses d'un montant de 6 700 dollars avaient été engagées au cours des huit premiers mois de l'exercice, et en 2018/19, sur les crédits alloués de 101 000 dollars, des dépenses d'un montant de 18 800 dollars avaient été engagées. **Au vu de l'évolution des dépenses engagées durant l'exercice en cours et les exercices précédents, le Comité consultatif n'est pas convaincu que le montant demandé au titre des**

communications et de l'informatique soit pleinement justifié et recommande de le réduire de 10 %, soit 9 200 dollars.

J. Département de la sûreté et de la sécurité

Autres objets de dépense

60. Les ressources demandées au titre des autres objets de dépense pour le Département de la sûreté et de la sécurité s'élèvent à 909 700 dollars, ce qui représente une augmentation de 108 000 dollars (13,5 %) par rapport au montant alloué pour 2019/20.

Voyages officiels

61. Les ressources demandées au titre des voyages officiels s'élèvent à 562 500 dollars, soit le même montant que celui approuvé pour 2019/20 et 2018/19. D'après les informations communiquées au Comité consultatif, les dépenses engagées se sont élevées à 194 400 dollars durant les huit premiers mois de l'exercice en cours et à 512 000 dollars en 2018/19. **Au vu de l'évolution des dépenses engagées durant l'exercice en cours et les exercices précédents, le Comité consultatif n'est pas convaincu que le montant demandé au titre des voyages officiels soit pleinement justifié et recommande de le réduire de 10 %, soit 56 200 dollars.**

K. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

Autres objets de dépense

62. Les ressources demandées au titre des autres objets de dépense pour le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme s'élèvent à 594 200 dollars, ce qui représente une augmentation de 42 000 dollars (7,6 %) par rapport au montant alloué pour 2019/20.

Voyages officiels

63. Les ressources demandées au titre des voyages officiels s'élèvent à 220 500 dollars, ce qui est légèrement inférieur au montant de 220 800 dollars alloué pour 2019/20 et 2018/19. D'après les informations communiquées au Comité consultatif, les dépenses engagées durant les huit premiers mois de 2019/20 s'élevaient à 66 100 dollars et un solde inutilisé de 56 300 dollars est prévu à la fin de l'exercice en cours. Par ailleurs, un solde inutilisé de 41 600 dollars a été enregistré en 2018/19. **Compte tenu de l'évolution des dépenses engagées durant l'exercice en cours et les exercices précédents, le Comité consultatif n'est pas convaincu que le montant demandé au titre des voyages officiels soit pleinement justifié et recommande de le réduire de 5 %, soit 11 000 dollars.**

V. Conclusion et recommandations

64. **En ce qui concerne les ressources demandées au titre du compte d'appui pour les initiatives internes, le Comité consultatif recommande de ne pas ouvrir un crédit de 3 545 400 dollars pour le règlement des demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques (voir par. 21 ci-dessus).**

65. **En ce qui concerne les postes à financer au moyen du compte d'appui, le Comité consultatif recommande :**

a) d'approuver la création de deux des trois postes proposés et de ne pas approuver la création du poste de spécialiste de la gestion des programmes (P-4) au Département des opérations de paix (voir par. 31 ci-dessus) ;

b) d'approuver la suppression de 13 postes ;

c) d'approuver le transfert de sept postes ;

d) d'approuver une des deux réaffectations proposées et de ne pas approuver celle concernant un poste d'auditeur(trice) résident(e) (P-3) du Bureau des services de contrôle interne (voir par. 50 ci-dessus).

66. En ce qui concerne les dépenses autres que le coût des postes ayant trait aux emplois de temporaire (autres que pour les réunions), le Comité consultatif recommande :

a) d'approuver la création de six emplois ;

b) d'approuver la reconduction de 62 emplois (voir par. 29 ci-dessus).

67. En ce qui concerne les dépenses autres que le coût des postes à financer au moyen du compte d'appui, le Comité consultatif recommande :

a) une réduction de 339 800 dollars au titre des consultants et services de consultants ;

b) une réduction de 559 500 dollars au titre des voyages officiels ;

c) une réduction de 201 800 dollars au titre des installations et infrastructures ;

d) une réduction de 38 500 dollars au titre des communications et de l'informatique ;

e) l'ajustement du montant des dépenses autres que le coût des postes afférentes aux postes et emplois de temporaire qu'il est recommandé de ne pas créer ou de supprimer dans le présent rapport (51 600 dollars).

68. L'application des recommandations susmentionnées du Comité consultatif se traduirait par une diminution de 4 726 500 dollars par rapport au projet de budget du Secrétaire général. Le projet de budget du compte d'appui pour 2020/21 serait ainsi ramené de 363 420 700 dollars à 358 694 200 dollars. Ce montant comprend : 242 685 100 dollars pour les postes et 77 324 000 pour les autres objets de dépense ; 13 381 300 dollars pour le progiciel de gestion intégrée ; 868 500 dollars pour le dispositif de prestation de services centralisée ; 3 881 600 dollars pour la préparation des moyens de maintien de la paix ; 20 553 700 dollars pour les services de maintenance et d'appui relatifs à Umoja.

69. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre au sujet du financement du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour les exercices 2018/19 et 2019/20 sont énoncées les unes dans le rapport sur l'exécution du budget (voir A/74/622, par. 148) et les autres dans le rapport sur le projet de budget (voir A/74/743, par. 516). **Sous réserve des observations et recommandations formulées dans le présent rapport, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée générale :**

a) d'approuver les ressources demandées pour le compte d'appui au titre de l'exercice de 12 mois allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021, soit 358 694 200 dollars ;

b) de décider d'affecter aux ressources demandées au titre du compte d'appui pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 le montant total

des autres recettes de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019, soit 1 916 800 dollars, comprenant le produit des placements (691 500 dollars), les produits divers ou accessoires (26 200 dollars) et l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (1 199 100 dollars) ;

c) de décider d'affecter au financement du compte d'appui pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 un montant de 3 802 200 dollars provenant de l'excédent du Fonds de réserve pour le maintien de la paix par rapport à son montant autorisé pour l'exercice clos le 30 juin 2019 ;

d) de décider de répartir au prorata entre les budgets des opérations de maintien de la paix en cours le solde de 352 975 200 dollars, pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021.

Annexe I

Ressources financières proposées pour le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021

Compte d'appui : total

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	229 363,0	229 564,8	242 675,0	13 110,2	5,7
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	11 323,9	9 535,4	12 111,8	2 576,4	27,0
Consultants et services de consultants	2 207,7	2 689,2	2 663,3	(25,9)	(1,0)
Voyages officiels	6 852,2	8 626,1	8 416,2	(209,9)	(2,4)
Installations et infrastructures	21 203,8	21 793,3	23 736,7	1 943,4	8,9
Transports terrestres	71,0	55,5	72,6	17,1	30,8
Opérations aériennes	27,8	–	–	–	–
Communications et informatique	14 215,0	16 335,4	17 791,7	1 456,3	8,9
Santé	71,1	84,1	87,6	3,5	4,2
Fournitures, services et matériel divers	7 401,1	15 253,9	13 635,3	(1 618,6)	(10,6)
Total partiel (II)	63 373,6	74 372,9	78 515,2	4 142,3	5,6
Total (I et II)	292 736,6	303 937,7	321 190,2	17 252,5	5,7
Progiciel de gestion intégré	28 859,1	19 376,9	13 381,3	(5 995,6)	(30,9)
Dispositif de prestation de services centralisée	1 302,8	868,5	868,5	–	–
Préparation des moyens de maintien de la paix	1 805,0	3 881,6	3 881,6	–	–
Coûts de maintenance et d'appui relatifs à Umoja	–	20 803,3	20 553,7	(249,6)	(1,2)
Demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques	–	–	3 545,4	3 545,4	–
Total partiel (dépenses institutionnelles)	31 966,9	44 930,3	42 230,5	(2 699,8)	(6,0)
Montant brut	324 703,5	348 868,0	363 420,7	14 552,7	4,2
Recettes provenant des contributions du personnel	26 794,6	25 317,8	26 820,1	1 502,3	5,9
Montant net	297 908,9	323 550,2	336 600,6	13 050,4	4,0

Département des opérations de paix : total

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	82 977,0	82 565,4	83 619,3	1 053,9	1,3
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	967,4	523,6	768,0	244,4	46,7
Consultants et services de consultants	233,1	292,0	274,0	(18,0)	(6,2)
Voyages officiels	3 195,1	3 647,6	3 647,6	–	–
Installations et infrastructures	109,3	109,4	173,2	63,8	58,3
Transports terrestres	3,7	4,2	4,2	–	–
Communications et informatique	2 058,1	1 794,2	1 562,2	(232,0)	(12,9)
Santé	0,4	2,5	2,5	–	–
Fournitures, services et matériel divers	679,6	779,4	891,7	112,3	14,4
Total partiel (II)	7 246,7	7 152,9	7 323,4	170,5	2,4
Total (I et II)	90 223,7	89 718,3	90 942,7	1 224,4	1,4

Bureau du Secrétaire général adjoint

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	13 433,3	13 620,5	13 897,2	276,7	2,0
II. Ressources autres que celles affectées à des postes					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	398,6	250,3	284,8	34,5	13,8
Consultants et services de consultants	10,3	–	–	–	–
Voyages officiels	401,4	423,3	616,6	193,3	45,7
Installations et infrastructures	73,8	86,2	146,2	60,0	69,6
Transports terrestres	0,5	–	–	–	–
Communications et informatique	2 003,1	1 644,0	1 533,2	(110,8)	(6,7)
Fournitures, services et matériel divers	131,6	165,1	188,9	23,8	14,4
Total partiel (II)	3 019,3	2 568,9	2 769,7	200,8	7,8
Total (I et II)	16 452,6	16 189,4	16 666,9	477,5	2,9

Structure politique et opérationnelle régionale unique

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19) (1)	Montant alloué (2019/20) (2)	Dépenses prévues (2020/21) (3)	Variation	
				(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	11 189,3	12 502,9	11 949,8	(553,1)	(4,4)
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	0,1	–	–	–	–
Consultants et services de consultants	–	–	–	–	–
Voyages officiels	497,7	553,4	553,4	–	–
Installations et infrastructures	–	–	–	–	–
Transports terrestres	–	–	–	–	–
Opérations aériennes	–	–	–	–	–
Communications et informatique	–	–	–	–	–
Santé	–	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	–	–	–	–	–
Total partiel (II)	497,8	553,4	553,4	–	–
Total (I et II)	11 687,1	13 056,3	12 503,2	(553,1)	(4,2)

Bureau des affaires militaires

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19) (1)	Montant alloué (2019/20) (2)	Dépenses prévues (2020/21) (3)	Variation	
				(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	26 626,3	25 394,2	25 908,1	513,9	2,0
II. Autres objets de dépense					
Voyages officiels	441,5	525,9	470,4	(55,5)	(10,6)
Fournitures, services et matériel divers	–	16,7	–	(16,7)	(100,0)
Total partiel (II)	441,5	542,6	470,4	(72,2)	(13,3)
Total (I et II)	27 067,8	25 936,8	26 378,5	441,7	1,7

Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	20 377,0	20 576,0	21 157,5	581,5	2,8
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	568,7	174,5	209,8	35,3	20,2
Voyages officiels	516,0	650,7	601,7	(49,0)	(7,5)
Communications et informatique	12,7	22,0	24,2	2,2	10,0
Fournitures, services et matériel divers	10,5	—	—	—	—
Total partiel (II)	1 107,9	847,2	835,7	(11,5)	(1,4)
Total (I et II)	21 484,9	21 423,2	21 993,2	570,0	2,7

Division des politiques, de l'évaluation et de la formation

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	11 351,1	10 471,8	10 706,7	234,9	2,2
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	—	98,8	273,4	174,6	176,7
Consultants et services de consultants	222,8	292,0	274,0	(18,0)	(6,2)
Voyages officiels	1 338,5	1 494,3	1 405,5	(88,8)	(5,9)
Installations et infrastructures	35,5	23,2	27,0	3,8	16,4
Transports terrestres	3,2	4,2	4,2	—	—
Communications et informatique	42,3	128,2	4,8	(123,4)	(96,3)
Santé	0,4	2,5	2,5	—	—
Fournitures, services et matériel divers	537,5	597,6	702,8	105,2	17,6
Total partiel (II)	2 180,2	2 640,8	2 694,2	53,4	2,0
Total (I et II)	13 531,3	13 112,6	13 400,9	288,3	2,2

Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	6 929,3	5 884,5	7 000,8	1 116,3	19,0
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	56,5	39,2	52,2	13,0	33,2
Voyages officiels	228,3	239,3	239,3	—	—
Installations et infrastructures	438,6	428,1	449,3	21,2	5,0
Transports terrestres	57,6	51,3	59,9	8,6	16,8
Communications et informatique	566,6	573,4	559,3	(14,1)	(2,5)
Santé	12,6	23,8	23,8	—	—
Fournitures, services et matériel divers	46,4	47,5	74,1	26,6	56,0
Total partiel (II)	1 406,6	1 402,6	1 457,9	55,3	3,9
Total (I et II)	8 335,9	7 287,1	8 458,7	1 171,6	16,1

Département de l'appui opérationnel : total

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	33 814,9	67 937,1	72 414,4	4 477,3	6,6
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	1 193,7	2 421,6	3 129,3	707,7	29,2
Consultants et services de consultants	399,8	771,8	805,6	33,8	4,4
Voyages officiels	556,4	1 486,3	1 323,2	(163,1)	(11,0)
Installations et infrastructures	9 883,7	20 921,2	22 766,3	1 845,1	8,8
Transports terrestres	0,5	—	—	—	—
Opérations aériennes	27,8	—	—	—	—
Communications et informatique	1 124,3	1 827,1	2 113,9	286,8	15,7
Santé	20,8	50,0	50,4	0,4	0,8
Fournitures, services et matériel divers	107,9	1 296,3	73,1	(1 223,2)	(94,4)
Total partiel (II)	13 314,9	28 774,3	30 261,8	1 487,5	5,2
Total (I et II)	47 129,8	96 711,4	102 676,2	5 964,8	6,2

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
Préparation des moyens de maintien de la paix	1 805,0	3 881,6	3 881,6	–	–
Coûts de maintenance et d'appui relatifs à Umoja	–	1 797,3	1 797,3	–	–
Demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques	–	–	3 545,4	3 545,4	–
Total	48 934,8	102 390,3	111 900,5	9 510,2	9,3

Bureau du Secrétaire général adjoint

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	2 092,6	4 380,4	4 711,9	331,5	7,6
II. Autres objets de dépense					
Consultants et services de consultants	2,0	–	–	–	–
Voyages officiels	116,7	215,2	200,0	(15,2)	(7,1)
Installations et infrastructures	–	5,4	5,4	–	–
Communications et informatique	0,2	67,1	65,9	(1,2)	(1,8)
Fournitures, services et matériel divers	3,8	–	–	–	–
Total partiel (II)	122,7	287,7	271,3	(16,4)	(5,7)
Total (I et II)	2 215,3	4 668,1	4 983,2	315,1	6,8

Bureau des opérations d'appui

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	9 452,6	18 295,9	19 660,1	1 364,2	7,5
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	989,2	1 858,9	2 369,7	510,8	27,5
Consultants et services de consultants	52,1	50,1	125,1	75,0	149,7
Voyages officiels	96,7	238,9	238,7	(0,2)	(0,1)
Installations et infrastructures	0,6	28,0	43,0	15,0	53,6

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
Communications et informatique	87,1	378,7	407,7	29,0	7,7
Santé	20,8	50,0	50,4	0,4	0,8
Fournitures, services et matériel divers	14,3	13,3	11,6	(1,7)	(12,8)
Total partiel (II)	1 260,8	2 617,9	3 246,2	628,3	24,0
Total (I et II)	10 713,4	20 913,8	22 906,3	1 992,5	9,5

Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	16 998,2	34 349,8	36 467,2	2 117,4	6,2
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	193,0	366,4	643,6	277,2	75,7
Consultants et services de consultants	322,1	708,7	667,5	(41,2)	(5,8)
Voyages officiels	246,6	875,4	729,3	(146,1)	(16,7)
Installations et infrastructures	–	43,2	73,0	29,8	69,0
Communications et informatique	429,6	882,8	918,7	35,9	4,1
Fournitures, services et matériel divers	7,7	1 040,2	61,5	(978,7)	(94,1)
Total partiel (II)	1 199,0	3 916,7	3 093,6	(823,1)	(21,0)
Total (I et II)	18 197,2	38 266,5	39 560,8	1 294,3	3,4
Préparation des moyens de maintien de la paix	1 805,0	3 881,6	3 881,6	–	–
Coûts de maintenance et d'appui relatifs à Umoja	–	1 797,3	1 797,3	–	–
Demandes d'indemnisation pour troubles post-traumatiques	–	–	3 545,4	3 545,4	–
Total	20 002,2	43 945,4	48 785,1	4 839,7	11,0

Division des activités spéciales

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19) (1)	Montant alloué (2019/20) (2)	Dépenses prévues (2020/21) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	3 804,4	8 014,6	8 437,4	422,8	5,3
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	11,5	–	–	–	–
Voyages officiels	93,4	136,7	146,1	9,4	6,9
Installations et infrastructures	–	9,6	9,4	(0,2)	(2,1)
Communications et informatique	–	117,8	129,2	11,4	9,7
Fournitures, services et matériel divers	2,2	–	–	–	–
Total partiel (II)	107,1	264,1	284,7	20,6	7,8
Total (I et II)	3 911,5	8 278,7	8 722,1	443,4	5,4

Division de l'administration (New York)

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19) (1)	Montant alloué (2019/20) (2)	Dépenses prévues (2020/21) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	1 467,1	2 896,4	3 137,8	241,4	8,3
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	196,3	116,0	(80,3)	(40,9)
Consultants et services de consultants	23,6	13,0	13,0	–	–
Voyages officiels	3,0	20,1	9,1	(11,0)	(54,7)
Installations et infrastructures	9 883,1	20 835,0	22 635,5	1 800,5	8,6
Transports terrestres	0,5	–	–	–	–
Opérations aériennes	27,8	–	–	–	–
Communications et informatique	607,4	380,7	592,4	211,7	55,6
Fournitures, services et matériel divers	79,9	242,8	–	(242,8)	(100,0)
Total partiel (II)	10 625,3	21 687,9	23 366,0	1 678,1	7,7
Total (I et II)	12 092,4	24 584,3	26 503,8	1 919,5	7,8

Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité : total

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	14 696,7	31 127,8	32 319,4	1 191,6	3,8
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	532,3	1 150,0	1 597,3	447,3	38,9
Consultants et services de consultants	31,8	643,0	647,4	4,4	0,7
Voyages officiels	271,8	920,0	911,7	(8,3)	(0,9)
Installations et infrastructures	82,8	40,2	53,8	13,6	33,8
Transports terrestres	0,2	–	–	–	–
Communications et informatique	550,6	1 474,6	1 506,3	31,7	2,1
Fournitures, services et matériel divers	165,1	11 178,4	11 444,1	265,7	2,4
Total partiel (II)	1 634,6	15 406,2	16 160,6	754,4	4,9
Total (I et II)	16 331,3	46 534,0	48 480,0	1 946,0	4,2
Progiciel de gestion intégré	28 859,1	19 376,9	13 381,3	(5 995,6)	(30,9)
Dispositif de prestation de services centralisée	1 302,8	868,5	868,5	–	–
Coûts de maintenance et d'appui relatifs à Umoja	–	890,4	932,9	42,5	4,8
Total	46 493,2	67 669,8	63 662,7	(4 007,1)	(5,9)

Bureau de la Secrétaire générale adjointe

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	838,3	1 811,5	1 883,6	72,1	4,0
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	260,1	287,0	26,9	10,3
Consultants et services de consultants	–	33,0	33,0	–	–
Voyages officiels	78,3	201,7	193,2	(8,5)	(4,2)
Installations et infrastructures	5,2	2,2	15,2	13,0	590,9
Communications et informatique	161,2	104,4	104,7	0,3	0,3

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
Fournitures, services et matériel divers	14,7	25,0	10,0	(15,0)	(60,0)
Total partiel (II)	259,4	626,4	643,1	16,7	2,7
Total (I et II)	1 097,7	2 437,9	2 526,7	88,8	3,6
Progiciel de gestion intégré	28 859,1	19 376,9	13 381,3	(5 995,6)	(30,9)
Dispositif de prestation de services centralisée	1 302,8	868,5	868,5	–	–
Total	31 259,6	22 683,3	16 776,5	(5 906,8)	(26,0)

Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	6 956,9	15 222,9	15 771,8	548,9	3,6
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	282,0	248,3	312,0	63,7	25,7
Consultants et services de consultants	9,3	26,6	90,5	63,9	240,2
Voyages officiels	77,0	260,6	216,6	(44,0)	(16,9)
Installations et infrastructures	57,8	19,8	20,0	0,2	1,0
Transports terrestres	0,2	–	–	–	–
Communications et informatique	121,6	928,8	914,0	(14,8)	(1,6)
Fournitures, services et matériel divers	124,2	11 143,4	11 424,1	280,7	2,5
Total partiel (II)	672,1	12 627,5	12 977,2	349,7	2,8
Total (I et II)	7 629,0	27 850,4	28 749,0	898,6	3,2
Coûts de maintenance et d'appui relatifs à Umoja	–	890,4	932,9	42,5	4,8
Total	7 629,0	28 740,8	29 681,9	941,1	3,3

Bureau des ressources humaines

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19) (1)	Montant alloué (2019/20) (2)	Dépenses prévues (2020/21) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	3 655,8	6 816,1	7 151,7	335,6	4,9
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	142,1	467,1	788,5	321,4	68,8
Consultants et services de consultants	6,4	283,4	283,4	–	–
Voyages officiels	70,4	145,3	163,8	18,5	12,7
Installations et infrastructures	19,8	8,4	8,8	0,4	4,8
Communications et informatique	122,7	181,5	194,5	13,0	7,2
Total partiel (II)	361,4	1 085,7	1 439,0	353,3	32,5
Total (I et II)	4 017,2	7 901,8	8 590,7	688,9	8,7

Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19) (1)	Montant alloué (2019/20) (2)	Dépenses prévues (2020/21) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	3 245,7	7 277,3	7 512,3	235,0	3,2
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	108,2	174,5	209,8	35,3	20,2
Consultants et services de consultants	16,1	300,0	240,5	(59,5)	(19,8)
Voyages officiels	46,1	312,4	338,1	25,7	8,2
Installations et infrastructures	–	9,8	9,8	–	–
Communications et informatique	145,1	259,9	293,1	33,2	12,8
Fournitures, services et matériel divers	26,2	10,0	10,0	–	–
Total partiel (II)	341,7	1 066,6	1 101,3	34,7	3,3
Total (I et II)	3 587,4	8 343,9	8 613,6	269,7	3,2

Bureau de l'informatique et des communications

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	4 242,9	8 328,2	8 729,4	401,2	4,8
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	386,9	424,5	501,3	76,8	18,1
Consultants et services de consultants	0,8	–	–	–	–
Voyages officiels	172,6	350,0	352,0	2,0	0,6
Installations et infrastructures	253,0	11,2	11,0	(0,2)	(1,8)
Communications et informatique	4 638,1	9 917,5	11 276,3	1 358,8	13,7
Fournitures, services et matériel divers	800,9	8,4	6,5	(1,9)	(22,6)
Total partiel (II)	6 252,3	10 711,6	12 147,1	1 435,5	13,4
Total (I et II)	10 495,2	19 039,8	20 876,5	1 836,7	9,6
Coûts de maintenance et d'appui relatifs à Umoja	–	18 115,6	17 823,5	(292,1)	(1,6)
Total	10 495,2	37 155,4	38 700,0	1 544,6	4,2

Bureau des services de contrôle interne

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	22 826,0	22 496,8	24 915,0	2 418,2	10,7
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	5 003,9	4 037,3	4 904,3	867,0	21,5
Consultants et services de consultants	348,2	389,5	377,5	(12,0)	(3,1)
Voyages officiels	811,2	969,2	929,0	(40,2)	(4,1)
Installations et infrastructures	169,4	255,1	251,3	(3,8)	(1,5)
Transports terrestres	4,8	–	8,5	8,5	–
Communications et informatique	428,5	440,3	467,4	27,1	6,2
Santé	7,0	7,8	10,9	3,1	39,7
Fournitures, services et matériel divers	122,2	175,2	136,4	(38,8)	(22,1)
Total partiel (II)	6 895,2	6 274,4	7 085,3	810,9	12,9
Total (I et II)	29 721,2	28 771,2	32 000,3	3 229,1	11,2

Cabinet du Secrétaire général

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19) (1)	Montant alloué (2019/20) (2)	Dépenses prévues (2020/21) (3)	Variation	
				(4) = (3) - (2) Montant	(5) = (4)/(2) Pourcentage
I. Postes	1 025,0	875,9	1 127,5	251,6	28,7
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	50,4	52,8	52,8	–	–
Installations et infrastructures	1,0	2,5	2,5	–	–
Communications et informatique	30,3	28,9	28,9	–	–
Total partiel (II)	81,7	84,2	84,2	–	–
Total (I et II)	1 106,7	960,1	1 211,7	251,6	26,2

Administration de la justice

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19) (1)	Montant alloué (2019/20) (2)	Dépenses prévues (2020/21) (3)	Variation	
				(4) = (3) - (2) Montant	(5) = (4)/(2) Pourcentage
I. Postes	–	–	–	–	–
II. Autres objets de dépense					
Fournitures, services et matériel divers	–	1 745,2	985,0	(760,2)	(43,6)
Total partiel (II)	–	1 745,2	985,0	(760,2)	(43,6)
Total (I et II)	–	1 745,2	985,0	(760,2)	(43,6)

Bureau de l'aide juridique au personnel

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19) (1)	Montant alloué (2019/20) (2)	Dépenses prévues (2020/21) (3)	Variation	
				(4) = (3) - (2) Montant	(5) = (4)/(2) Pourcentage
I. Postes	212,7	165,2	225,7	60,5	36,6
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	29,6	–	–	–	–
Installations et infrastructures	–	0,5	0,2	(0,3)	(60,0)
Communications et informatique	–	1,8	2,1	0,3	16,7
Total partiel (II)	29,6	2,3	2,3	–	0,0
Total (I et II)	242,3	167,5	228,0	60,5	36,1

Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	1 548,4	1 554,9	1 994,3	439,4	28,3
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	348,0	316,0	380,8	64,8	20,5
Consultants et services de consultants	16,1	57,5	57,5	–	–
Voyages officiels	149,4	125,0	125,0	–	–
Installations et infrastructures	5,9	9,7	15,0	5,3	54,6
Transports terrestres	2,0	–	–	–	–
Communications et informatique	25,6	39,9	39,9	–	–
Santé	0,2	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	1,8	9,0	9,0	–	–
Total partiel (II)	549,0	557,1	627,2	70,1	12,6
Total (I et II)	2 097,4	2 112,0	2 621,5	509,5	24,1

Bureau de la déontologie

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	481,9	469,8	600,6	130,8	27,8
II. Autres objets de dépense					
Consultants et services de consultants	555,0	498,0	463,5	(34,5)	(6,9)
Voyages officiels	47,6	47,3	47,3	–	–
Installations et infrastructures	0,7	1,5	0,6	(0,9)	(60,0)
Communications et informatique	12,3	18,5	19,6	1,1	5,9
Fournitures, services et matériel divers	7,0	–	0,9	0,9	–
Total partiel (II)	622,6	565,3	531,9	(33,4)	(5,9)
Total (I et II)	1 104,5	1 035,1	1 132,5	97,4	9,4

Bureau des affaires juridiques

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19) (1)	Montant alloué (2019/20) (2)	Dépenses prévues (2020/21) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	2 716,2	3 375,5	3 872,1	496,6	14,7
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	51,9	58,9	58,9	–	–
Consultants et services de consultants	51,1	37,4	37,8	0,4	1,1
Voyages officiels	32,4	23,5	23,5	–	–
Installations et infrastructures	3,4	3,8	3,8	–	–
Communications et informatique	18,8	91,7	91,6	(0,1)	(0,1)
Fournitures, services et matériel divers	2,8	3,6	3,6	–	–
Total partiel (II)	160,4	218,9	219,2	0,3	0,1
Total (I et II)	2 876,6	3 594,4	4 091,3	496,9	13,8

Département de la communication globale

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19) (1)	Montant alloué (2019/20) (2)	Dépenses prévues (2020/21) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	539,8	588,5	756,6	168,1	28,6
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	14,4	37,8	37,8	–	–
Voyages officiels	29,5	34,6	34,6	–	–
Installations et infrastructures	–	2,0	2,0	–	–
Communications et informatique	26,6	41,1	41,1	–	–
Fournitures, services et matériel divers	–	0,9	0,9	–	–
Total partiel (II)	70,5	116,4	116,4	–	–
Total (I et II)	610,3	704,9	873,0	168,1	23,8

Département de la sûreté et de la sécurité

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	2 649,0	2 450,4	2 658,0	207,6	8,5
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(0,8)	167,4	275,4	108,0	64,5
Voyages officiels	512,0	562,5	562,5	–	–
Installations et infrastructures	–	3,6	3,6	–	–
Communications et informatique	56,6	63,7	63,7	–	–
Fournitures, services et matériel divers	5,1	4,5	4,5	–	–
Total partiel (II)	572,9	801,7	909,7	108,0	13,5
Total (I et II)	3 221,9	3 252,1	3 567,7	315,6	9,7

Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	274,6	402,0	650,9	248,9	61,9
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	103,3	–	–	–	–
Installations et infrastructures	–	1,0	0,6	(0,4)	(40,0)
Communications et informatique	–	6,6	8,4	1,8	27,3
Total partiel (II)	103,3	7,6	9,0	1,4	18,4
Total (I et II)	377,9	409,6	659,9	250,3	61,1

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	1 434,1	1 342,8	1 791,0	448,2	33,4
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	361,8	306,3	353,7	47,4	15,5
Voyages officiels	179,2	220,8	220,5	(0,3)	(0,1)
Installations et infrastructures	2,0	3,5	3,5	–	–
Communications et informatique	34,6	16,1	11,0	(5,1)	(31,7)
Fournitures, services et matériel divers	0,5	5,5	5,5	–	–
Total partiel (II)	578,1	552,2	594,2	42,0	7,6
Total (I et II)	2 012,2	1 895,0	2 385,2	490,2	25,9

Département de l'appui aux missions : total

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	32 107,8	–	–	–	–
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	1 242,3	–	–	–	–
Consultants et services de consultants	440,6	–	–	–	–
Voyages officiels	304,6	–	–	–	–
Installations et infrastructures	57,2	–	–	–	–
Transports terrestres	0,6	–	–	–	–
Communications et informatique	2 325,5	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	7,6	–	–	–	–
Total partiel (II)	4 378,4	–	–	–	–
Total (I et II)	36 486,2	–	–	–	–

Bureau du Secrétaire général adjoint

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	5 926,8	–	–	–	–
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	200,1	–	–	–	–
Voyages officiels	100,2	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	2,1	–	–	–	–
Total partiel (II)	302,4	–	–	–	–
Total (I et II)	6 229,2	–	–	–	–

Division du budget et des finances des missions

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	5 330,1	–	–	–	–
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	114,2	–	–	–	–
Voyages officiels	9,0	–	–	–	–
Installations et infrastructures	6,5	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	2,6	–	–	–	–
Total partiel (II)	132,3	–	–	–	–
Total (I et II)	5 462,4	–	–	–	–

Division du personnel des missions

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	7 807,6	–	–	–	–
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	931,8	–	–	–	–
Consultants et services de consultants	4,0	–	–	–	–
Voyages officiels	36,3	–	–	–	–
Installations et infrastructures	0,1	–	–	–	–
Transports terrestres	0,6	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	2,0	–	–	–	–
Total partiel (II)	974,8	–	–	–	–
Total (I et II)	8 782,4	–	–	–	–

Division du soutien logistique

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	10 308,8	–	–	–	–
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(0,5)	–	–	–	–
Consultants et services de consultants	436,6	–	–	–	–
Voyages officiels	115,6	–	–	–	–
Total partiel (II)	551,7	–	–	–	–
Total (I et II)	10 860,5	–	–	–	–

Division de l'informatique et des communications

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19) (1)	Montant alloué (2019/20) (2)	Dépenses prévues (2020/21) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	2 734,5	–	–	–	–
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(3,3)	–	–	–	–
Voyages officiels	43,5	–	–	–	–
Installations et infrastructures	50,6	–	–	–	–
Communications et informatique	2 325,5	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	0,9	–	–	–	–
Total partiel (II)	2 417,2	–	–	–	–
Total (I et II)	5 151,7	–	–	–	–

Département de la gestion : total

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19) (1)	Montant alloué (2019/20) (2)	Dépenses prévues (2020/21) (3)	Variation	
				Montant (4) = (3) - (2)	Pourcentage (5) = (4)/(2)
I. Postes	20 886,7	–	–	–	–
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	982,3	–	–	–	–
Consultants et services de consultants	131,2	–	–	–	–
Voyages officiels	362,1	–	–	–	–
Installations et infrastructures	10 196,8	–	–	–	–
Transports terrestres	1,6	–	–	–	–
Communications et informatique	2 318,5	–	–	–	–
Santé	30,1	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	5 454,2	–	–	–	–
Total partiel (II)	19 476,8	–	–	–	–
Total (I et II)	40 363,5	–	–	–	–

Bureau de la Secrétaire générale adjointe

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	1 115,7	–	–	–	–
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	29,6	–	–	–	–
Voyages officiels	72,6	–	–	–	–
Installations et infrastructures	5,3	–	–	–	–
Transports terrestres	1,3	–	–	–	–
Communications et informatique	215,2	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	5 416,9	–	–	–	–
Total partiel (II)	5 740,9	–	–	–	–
Total (I et II)	6 856,6	–	–	–	–

Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	7 741,2	–	–	–	–
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	224,3	–	–	–	–
Consultants et services de consultants	80,4	–	–	–	–
Voyages officiels	152,0	–	–	–	–
Installations et infrastructures	4,7	–	–	–	–
Communications et informatique	166,3	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	15,5	–	–	–	–
Total partiel (II)	643,2	–	–	–	–
Total (I et II)	8 384,4	–	–	–	–

Bureau de la gestion des ressources humaines

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	3 697,6	–	–	–	–
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	392,9	–	–	–	–
Consultants et services de consultants	0,2	–	–	–	–
Voyages officiels	10,5	–	–	–	–
Installations et infrastructures	1,0	–	–	–	–
Communications et informatique	126,9	–	–	–	–
Santé	30,1	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	12,8	–	–	–	–
Total partiel (II)	574,4	–	–	–	–
Total (I et II)	4 272,0	–	–	–	–

Bureau des services centraux d'appui

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	6 321,2	–	–	–	–
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	36,7	–	–	–	–
Consultants et services de consultants	50,6	–	–	–	–
Voyages officiels	60,0	–	–	–	–
Installations et infrastructures	10 097,7	–	–	–	–
Communications et informatique	104,0	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	8,8	–	–	–	–
Total partiel (II)	10 357,8	–	–	–	–
Total (I et II)	16 679,0	–	–	–	–

Bureau de l'informatique et des communications

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	Dépense (2018/19)	Montant alloué (2019/20)	Dépenses prévues (2020/21)	Variation	
				Montant	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (2)	(5) = (4)/(2)
I. Postes	2 011,0	–	–	–	–
II. Autres objets de dépense					
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	298,8	–	–	–	–
Voyages officiels	67,0	–	–	–	–
Installations et infrastructures	88,1	–	–	–	–
Transports terrestres	0,3	–	–	–	–
Communications et informatique	1 706,1	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	0,2	–	–	–	–
Total partiel (II)	2 160,5	–	–	–	–
Total (I et II)	4 171,5	–	–	–	–

Annexe II

**Postes qu'il est proposé de supprimer ou de transformer
et nouveaux postes qu'il est proposé de financer au moyen
du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix
pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021**

Proposition du Secrétaire général (A/74/743)

	<i>Nombre de postes proposés</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Reconduction : nombre d'années</i>
Département des opérations de paix					
Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité					
Service de la lutte antimines	1	P-4	Spécialiste de la gestion des programmes	Création de poste	–
Département des opérations de paix (total)	1				
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité					
Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget					
Division des finances des missions	1	G(AC)	Assistant(e) au budget et aux finances ^a	Création de poste	–
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité (total)	1				
Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires					
	1	P-4	Fonctionnaire d'administration	Création de poste	–
Secrétariat du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (total)	1				
Total (créations de postes)	3				
Département des opérations de paix					
Structure politique et opérationnelle régionale unique					
Division des Amériques (MINUJUSTH)	(1)	P-5	Spécialiste hors classe des questions politiques	Suppression de poste	–
	(2)	P-4	Spécialiste des questions politiques	Suppression de poste	–
	(1)	P-2	Spécialiste des questions politiques (adjoint de 1 ^{re} classe)	Suppression de poste	–
Département des opérations de paix (total)	(4)				

	<i>Nombre de postes proposés</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Reconduction : nombre d'années</i>
Département de l'appui opérationnel					
Bureau des opérations d'appui					
Service du renforcement des capacités et de la formation opérationnelle	(1)	G(AC)	Assistant(e) de gestion de l'information	Suppression de poste	–
Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement					
Division de l'appui au personnel en tenue	(1)	P-3	Fonctionnaire des finances	Suppression de poste	–
Division de la logistique	(1)	G(AC)	Assistant(e) administratif(ive)	Suppression de poste	–
Division des achats	(1)	G(AC)	Assistant(e) d'équipe	Suppression de poste	–
Division des activités spéciales					
Bureau du (de la) Directeur(trice)	(1)	P-4	Fonctionnaire d'administration	Suppression de poste	–
Département de l'appui opérationnel (total)	(5)				
Bureau de l'informatique et des communications					
Division de l'appui opérationnel	(1)	G(AC)	Assistant(e) aux systèmes d'information	Suppression de poste	–
Bureau de l'informatique et des communications (total)	(1)				
Bureau des services de contrôle interne					
Division de l'audit interne					
MINUAD	(1)	P-5	Chef des auditeurs résidents ^b	Suppression de poste	–
	(1)	P-4	Auditeur résident ^b	Suppression de poste	–
	(1)	SM	Assistant(e) d'audit ^b	Suppression de poste	–
Bureau des services de contrôle interne (total)	(3)				
Total (suppressions de postes)	(13)				

Abréviations : G(1°C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; MINUAD = Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour ; SM = agent(e) du Service mobile.

^a Poste qu'il est proposé de créer à compter du 1^{er} janvier 2021.

^b Postes qu'il est proposé de supprimer à compter d'avril 2021.

Annexe III

Transferts, réaffectations, reclassements et déclassements de postes financés au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021

Proposition du Secrétaire général ([A/74/743](#))

Transferts

Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité

Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget (Division des finances)

Transfert de la Section de la gestion des fonds d'affectation spéciale de la Division de la planification des programmes et du budget à la Division des finances

Bureau des services de contrôle interne

Division de l'audit interne/Entebbe

Transfert de 2 postes [1 poste d'auditeur résident (P-4), 1 poste d'auditeur résident (P-3)] depuis l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) (en avril 2021)

Réaffectations

Bureau des services de contrôle interne

Division de l'inspection et de l'évaluation/Entebbe

Réaffectation d'un poste d'auditeur résident (P-3) depuis la Division de l'audit interne/MINUAD, vers un poste de spécialiste de l'évaluation (P-3) à la Division de l'inspection et de l'évaluation/Entebbe (Ouganda)

Réaffectation et déclassement

Bureau des services de contrôle interne

Division de l'inspection et de l'évaluation/Entebbe

Réaffectation et déclassement d'un poste d'assistant(e) d'audit (Service mobile) depuis la Division de l'audit interne/MINUAD, vers un poste d'assistant(e) aux programmes (agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national) à la Division de l'inspection et de l'évaluation/Entebbe

Annexe IV

**Emplois de temporaire qu'il est proposé de financer
au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien
de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin
2021**

Proposition du Secrétaire général (A/74/743)

	<i>Nombre de postes proposés</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Reconduction : nombre d'années</i>
Département des opérations de paix					
Bureau du Secrétaire général adjoint					
Service administratif					
	1	P-4	Spécialiste des ressources humaines	Reconduction	5
	–	3 mois, P-3	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	–
	–	3 mois, G(AC)	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	–
Total partiel	1				
Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité					
Service des questions judiciaires et pénitentiaires					
	1	P-4	Spécialiste des affaires judiciaires	Reconduction	> 5
Total partiel	1				
Division des politiques, de l'évaluation et de la formation					
Service des politiques et des meilleures pratiques					
	1	P-3	Spécialiste des questions politiques (Action pour le maintien de la paix)	Reconduction	1
Service intégré de formation					
	1	P-3	Fonctionnaire chargé(e) de la formation	Création	–
Total partiel	2				
Département des opérations de paix (total)	4				
Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine					
Section de l'appui administratif					
	–	4 mois, SM	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	–
	–	4 mois, GN	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	–
Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine (total)	–				

	<i>Nombre de postes proposés</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Reconduction : nombre d'années</i>
Département de l'appui opérationnel					
Bureau des opérations d'appui					
Division de la gestion des soins et de la sécurité et de la santé au travail	1	P-4	Médecin	Reconduction	4
	1	P-4	Spécialiste de la santé mentale (troubles post-traumatiques)	Création	–
Division de l'administration des ressources humaines	10	P-3	Spécialiste des ressources humaines (groupes professionnels)	Reconduction	> 5
	3	G(AC)	Assistant(e) chargé(e) des ressources humaines (groupes professionnels)	Reconduction	> 5
Total partiel	15				
Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement					
Division de l'appui au personnel en tenue	2	P-3	Spécialiste des finances et du budget	Reconduction	2
	1	P-4	Spécialiste des finances et du budget (troubles post-traumatiques)	Création	–
	1	G(AC)	Assistant(e) au budget et aux finances (troubles post-traumatiques)	Création	–
Service de la facilitation des opérations et de la communication	1	G(AC)	Assistant(e) aux achats	Reconduction	> 5
Total partiel	5				
Division de l'administration (New York)					
Service de l'appui aux clients au Siège	–	6 mois, 1 P-4	Remplacement de fonctionnaires en congé	Création	–
Total partiel	–				
Département de l'appui opérationnel (total)	20				
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité					
Bureau du Secrétaire général adjoint					
Partenaire	–	4 mois, P-3	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	–
	–	4 mois, G(AC)	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	–
Groupe du contrôle hiérarchique	1	P-3	Juriste	Reconduction	2
Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget					
Division des finances	1	P-4	Comptable (conventions comptables)	Reconduction	3
	1	G(AC)	Assistant(e) (prestations/assurances)	Reconduction	> 5

	<i>Nombre de postes proposés</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Reconduction : nombre d'années</i>
Bureau des ressources humaines					
Division des stratégies et des politiques	1	P-4	Administrateur(trice) de programmes (parité des sexes)	Reconduction	2
	1	P-3	Spécialiste des ressources humaines (mobilité)	Reconduction	> 5
Division du droit administratif/Service déontologie et discipline	1	P-3	Administrateur de programmes	Reconduction	3
Division du droit administratif/Section de la gestion des recours	1	P-4	Juriste	Création	–
	1	P-3	Juriste	Création	–
Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité					
Service de l'analytique et de la gestion de projets	1	P-4	Analyste de la gestion et des programmes	Reconduction	> 5
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité (total)	9				
Bureau de l'informatique et des communications					
Service des solutions institutionnelles					
Pôle applications – Asie (Bureau de Bangkok)	1	P-4	Chef de projet (système de gestion des rations)	Reconduction	5
	1	P-3	Spécialiste des systèmes informatiques (système de gestion des carburants)	Reconduction	> 5
Pôle applications – Asie (Bureau de New York)	1	P-3	Spécialiste des systèmes informatiques (gestion du matériel appartenant aux contingents)	Reconduction	> 5
Bureau de l'informatique et des communications (total)	3				
Bureau des services de contrôle interne					
Service administratif	–	4 mois, P-3	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	–
	–	6 mois, G(AC)	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	–
Total partiel	–				
Division des investigations					
New York	1	P-4	Enquêteur(trice) (harcèlement sexuel)	Reconduction	2
	2	P-3	Enquêteur(trice) (harcèlement sexuel)	Reconduction	2
	1	G(AC)	Assistant(e) administratif(ive)	Reconduction	2
Nairobi	1	P-4	Enquêteur(trice) (harcèlement sexuel)	Reconduction	2
	2	P-3	Enquêteur(trice) (harcèlement sexuel)	Reconduction	2

	<i>Nombre de postes proposés</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Reconduction : nombre d'années</i>
Entebbe (Ouganda)	1	GN	Assistant(e) administratif(ive)	Reconduction	> 5
MINUSS	2	P-3	Enquêteur(trice)	Reconduction	> 5
	1	GN	Assistant(e) administratif(ive)	Reconduction	> 5
MINUSMA	1	P-5	Enquêteur(trice) résident(e) en chef	Reconduction	> 5
	1	P-4	Enquêteur(trice)	Reconduction	> 5
	2	P-3	Enquêteur(trice)	Reconduction	> 5
	1	GN	Assistant(e) administratif(ive)	Reconduction	> 5
MONUSCO	1	P-3	Enquêteur(trice)	Reconduction	5
MINUSCA	2	P-3	Enquêteur(trice)	Reconduction	> 5
Total partiel	19				
Division de l'audit interne					
MINUSMA	1	P-4	Auditeur résident	Reconduction	> 5
	1	P-3	Auditeur résident	Reconduction	> 5
MINUSCA	3	P-4	Auditeur résident	Reconduction	> 5
	2	P-3	Auditeur résident	Reconduction	> 5
Total partiel	7				
Bureau des services de contrôle interne (total)	26				
Cabinet du Secrétaire général	–	6 mois, 1 G(AC)	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	–
Cabinet du Secrétaire général (total)	–				
Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies					
Bureau de l'ombudsman régional (Entebbe)	2	P-4	Spécialiste du règlement des différends	Reconduction	4
Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies (total)	2				
Bureau des affaires juridiques					
Division des questions juridiques générales					
Groupe de l'administration de la justice	–	3 mois, P-4	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	–
Bureau des affaires juridiques (total)	–				
Département de la communication globale					
	–	1,5 mois, 1 P-3	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	–
	–	1,5 mois, 1 G(AC)	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction	–
Département de la communication globale (total)	–				

	<i>Nombre de postes proposés</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>Modification</i>	<i>Reconduction : nombre d'années</i>
Département de la sûreté et de la sécurité					
Bureau du Secrétaire général adjoint					
Service administratif	1	P-3	Fonctionnaire d'administration	Reconduction	1
	1	G(AC)	Assistant(e) chargé(e) des ressources humaines	Reconduction	1
Département de la sûreté et de la sécurité (total)	2				
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme					
Division de l'action sur le terrain					
Section de l'appui aux missions de paix (Addis-Abeba)	1	P-3	Spécialiste des droits de l'homme (Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine)	Reconduction	4
Division des activités thématiques, des procédures spéciales et du droit au développement					
Section de la méthodologie, de l'éducation et de la formation (New York)	1	P-4	Spécialiste des droits de l'homme (exploitation et atteintes sexuelles)	Reconduction	3
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (total)	2				
Total (contrats de 12 mois)	68				
Total (mois-personne)	50				

Abbreviations : G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; GN = agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national ; SM = agent(e) du Service mobile.

Annexe V

Détail du calcul des incidences financières de l'application de nouveaux paramètres de calcul des traitements pour la période du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021

L'augmentation de 16,6 millions de dollars des ressources demandées au titre des traitements s'explique principalement par la révision des coûts salariaux standard, des dépenses communes de personnel et des taux de vacance retenus pour calculer le coût des postes et emplois de temporaire, comme indiqué aux paragraphes a) à f) ci-après. On trouvera le détail de l'augmentation découlant de la révision des coûts salariaux standard, d'un montant total de 6 937 600 dollars, aux paragraphes a) à d), celui de l'augmentation des dépenses communes de personnel (1 858 700 dollars) au paragraphe e) et celui de l'augmentation due à la baisse des taux de vacance moyens (7 813 600) au paragraphe f).

Révision des coûts salariaux standard

a) Augmentation de 2,5 millions de dollars résultant de l'augmentation du coefficient d'ajustement à New York à compter de février 2020, lequel est passé de 65,5 à 68,2 en raison de l'évolution du coût de la vie à New York ; ce changement, effectif au 1^{er} février 2020, a été publié par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) le 13 février 2020. On trouvera dans le tableau ci-après une ventilation de l'évolution des traitements annuels liée à ce paramètre de calcul, en fonction du lieu d'affectation, de la classe, des composantes du traitement brut, ainsi que des effectifs concernés dans le projet de budget. Le montant total correspondant à la variation brute, avant application des taux de vacance, est présenté, et le montant après application des taux de vacance figure en fin de tableau.

(En dollars des États-Unis)

Lieu d'affectation	Classe	Traitement	Dépenses communes de personnel	Contributions du personnel	Traitement brut	Effectif	Incidences
New York	D-2	3 200	1 700	–	4 900	9	44 100
	D-1	3 000	1 500	–	4 500	27	121 500
	P-5	2 700	1 400	–	4 100	105	430 500
	P-4	2 300	1 200	–	3 500	379	1 326 500
	P-3	1 900	1 000	–	2 900	298	864 200
	P-2/P-1	1 500	800	–	2 300	28	64 400
Vienne	D-1	2 100	1 100	–	3 200	1	3 200
	P-5	1 900	1 000	–	2 900	1	2 900
	P-4	1 700	900	–	2 600	3	7 800
	P-3	1 400	700	–	2 100	5	10 500
Montant total des incidences en fonction des effectifs prévus avant application des taux de vacance						856	2 875 600
Réduction après application des taux de vacance proposés							(323 000)
Montant total des incidences du nouveau paramètre de calcul							2 552 600

b) Augmentation de 2,0 millions de dollars résultant de la hausse des coefficients d'ajustement, y compris de celui de New York qui est passé de 68,2 à 70,3 à compter de février 2020, qui découle de la gestion active par la CFPI de la marge entre les rémunérations nettes des fonctionnaires de l'ONU et des fonctionnaires des États-Unis par l'intermédiaire du système des ajustements, conformément à la résolution 71/264 de l'Assemblée générale. On trouvera dans le tableau ci-après une ventilation de l'évolution des traitements annuels liée à ce paramètre de calcul, en fonction du lieu d'affectation, de la classe, des composantes du traitement brut, ainsi que des effectifs concernés dans le projet de budget. Le montant total correspondant à la variation brute, avant application des taux de vacance, est présenté, et le montant après application des taux de vacance figure en fin de tableau.

(En dollars des États-Unis)

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Classe</i>	<i>Traitement</i>	<i>Dépenses communes de personnel</i>	<i>Contributions du personnel</i>	<i>Traitement brut</i>	<i>Effectif</i>	<i>Incidences</i>
New York	D-2	2 400	1 200	–	3 600	9	32 400
	D-1	2 300	1 200	–	3 500	27	94 500
	P-5	2 100	1 100	–	3 200	105	336 000
	P-4	1 800	900	–	2 700	379	1 023 300
	P-3	1 500	800	–	2 300	298	685 400
	P-2/P-1	1 200	600	–	1 800	28	50 400
Genève	P-4	800	400	–	1 200	3	3 600
Vienne	D-1	1 900	1 000	–	2 900	1	2 900
	P-5	1 700	900	–	2 600	1	2 600
	P-4	1 500	800	–	2 300	3	6 900
	P-3	1 300	700	–	2 000	5	10 000
Montant total des incidences en fonction des effectifs prévus avant application des taux de vacance						859	2 248 000
Réduction après application des taux de vacance proposés							(252 600)
Montant total des incidences du nouveau paramètre de calcul							1 995 400

c) Augmentation de 1,2 million de dollars liée à l'application du barème des traitements actualisé pour les lieux d'affectation hors Siège, qui concerne principalement le personnel du Bureau des services de contrôle interne. On trouvera dans le tableau ci-après une ventilation de l'évolution des traitements annuels liée à ce paramètre de calcul, en fonction du lieu d'affectation, de la classe, des composantes du traitement brut, ainsi que des effectifs concernés dans le projet de budget. Le montant total correspondant à la variation brute, avant application des taux de vacance, est présenté, et le montant après application des taux de vacance figure en fin de tableau.

(En dollars des États-Unis)

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Classe</i>	<i>Traitement</i>	<i>Dépenses communes de personnel</i>	<i>Contributions du personnel</i>	<i>Traitement brut</i>	<i>Effectif</i>	<i>Incidences</i>
Entebbe (Ouganda)	D-1	6 600	10 900	2 200	19 700	2	39 400
	P-5	1 600	5 800	500	7 900	2	15 800
	P-4	1 400	5 100	400	6 900	14	96 600
	P-3	(2 400)	1 300	(700)	(1 800)	13	(23 400)
	G(AC)	2 100	2 500	600	5 200	5	26 000
	SM	1 100	3 900	400	5 400	3	16 200
Nairobi	P-5	25 900	25 000	5 400	56 300	1	56 300
	P-4	11 100	10 300	1 100	22 500	8	180 000
	P-3	7 700	7 000	300	15 000	7	105 000
	G(AC)	(200)	(400)	–	(600)	1	(600)
Goma (République démocratique du Congo)	P-5	13 300	11 200	1 200	25 700	3	77 100
	P-4	9 500	7 700	400	17 600	4	70 400
	P-3	8 100	6 600	300	15 000	5	75 000
	G(AC)	800	500	200	1 500	1	1 500
	SM	8 800	7 400	700	16 900	3	50 700
Djouba	P-5	10 200	7 900	500	18 600	2	37 200
	P-4	8 900	6 900	400	16 200	5	81 000
	P-3	7 700	6 000	300	14 000	5	70 000
	G(AC)	300	200	100	600	1	600
	SM	6 600	5 100	300	12 000	2	24 000
Naqoura (Liban)	P-5	2 400	3 900	1 200	7 500	1	7 500
	P-4	–	2 000	400	2 400	3	7 200
	P-3	(100)	1 700	300	1 900	2	3 800
	SM	–	1 500	400	1 900	3	5 700
Bamako	P-5	–	4 400	500	4 900	2	9 800
	P-4	–	3 800	400	4 200	5	21 000
	P-3	100	3 300	300	3 700	4	14 800
	G(AC)	100	600	–	700	1	700
Bangui	P-5	1 700	13 100	1 200	16 000	2	32 000
	P-4	(900)	9 300	400	8 800	5	44 000
	P-3	1 600	9 900	700	12 200	5	61 000
	G(AC)	(600)	500	(100)	(200)	1	(200)
Valence (Espagne)	P-3	(1 200)	8 800	400	8 000	1	8 000
Montant total des incidences en fonction des effectifs prévus avant application des taux de vacance						122	1 214 100
Réduction après application des taux de vacance proposés							(48 800)
Montant total des incidences du nouveau paramètre de calcul							1 165 300

Abréviations : G(1°C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; SM = agent(e) du Service mobile.

d) Augmentation de 1,2 million de dollars liée à l'augmentation annuelle de l'échelon moyen par classe et à la hausse des coefficients d'ajustement des lieux d'affectation autres que New York à compter de janvier 2019. On trouvera dans le tableau ci-après une ventilation de l'évolution des traitements annuels liée à ce paramètre de calcul, en fonction du lieu d'affectation, de la classe, des composantes du traitement brut, ainsi que des effectifs concernés dans le projet de budget. Le montant total correspondant à la variation brute, avant application des taux de vacance, est présenté, et le montant après application des taux de vacance figure en fin de tableau.

(En dollars des États-Unis)

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Classe</i>	<i>Traitement</i>	<i>Dépenses communes de personnel</i>	<i>Contributions du personnel</i>	<i>Traitement brut</i>	<i>Effectif</i>	<i>Incidences</i>
New York	D-2	1 400	700	1 000	3 100	9	27 900
	D-1	1 000	500	900	2 400	27	64 800
	P-5	(100)	–	500	400	105	42 000
	P-4	(900)	(500)	200	(1 200)	379	(454 800)
	P-3	(2 500)	(1 300)	(300)	(4 100)	298	(1 221 800)
	P-2/P-1	(1 200)	(600)	–	(1 800)	28	(50 400)
	G(1°C)	1 900	1 000	4 900	7 800	32	249 600
	G(AC)	2 200	1 100	3 700	7 000	335	2 345 000
ASS	1 200	700	4 100	6 000	3	18 000	
Bangkok	P-4	14 900	7 700	2 200	24 800	3	74 400
	P-3	7 000	3 600	(100)	10 500	4	42 000
	P-2/P-1	9 700	5 000	900	15 600	1	15 600
Bangkok ^a	G(1°C)	27 600	14 300	14 000	55 900	1	55 900
	G(AC)	17 500	9 000	7 100	33 600	7	235 200
Addis-Abeba	D-1	1 200	600	600	2 400	2	4 800
	P-5	7 500	3 900	2 500	13 900	2	27 800
	P-4	600	300	200	1 100	20	22 000
	P-3	(7 400)	(3 800)	(1 600)	(12 800)	4	(51 200)
	G(AC)	100	–	200	300	14	4 200
	SM	18 500	9 600	3 900	32 000	8	256 000
Genève	P-4	11 000	5 700	2 500	19 200	3	57 600
Vienne	D-1	(4 800)	(2 500)	500	(6 800)	1	(6 800)
	P-5	(1 900)	(1 000)	1 200	(1 700)	1	(1 700)
	P-4	(1 400)	(700)	1 100	(1 000)	3	(3 000)
	P-3	(4 000)	(2 000)	100	(5 900)	5	(29 500)
	G(1°C)	11 300	5 800	5 600	22 700	2	45 400
	G(AC)	9 800	5 100	5 400	20 300	1	20 300
Bruxelles	P-5	4 700	2 500	500	7 700	1	7 700
	G(AC)	2 200	1 100	3 700	7 000	1	7 000
Montant total des incidences en fonction des effectifs prévus avant application des taux de vacance						1 300	1 804 000

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Classe</i>	<i>Traitement</i>	<i>Dépenses communes de personnel</i>	<i>Contributions du personnel</i>	<i>Traitement brut</i>	<i>Effectif</i>	<i>Incidences</i>
							(243 600)
							(336 100)
Montant total des incidences du nouveau paramètre de calcul							1 224 300

Abbreviations : ASS = agent(e) des services de sécurité ; G(1°C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; SM = agent(e) du Service mobile.

^a Compte tenu de la composition réelle des effectifs, le traitement des agents des services généraux recrutés sur le plan national tient compte de la Révision 42, Amend.2, en vigueur depuis le 1^{er} août 2010 (applicable uniquement au personnel remplissant les conditions requises qui était déjà en poste avant le 1^{er} mars 2012) et celui des administrateurs recrutés sur le plan national tient compte de la Révision 14, Amend.2, en vigueur depuis le 1^{er} août 2010 (applicable uniquement au personnel remplissant les conditions requises qui était déjà en poste avant le 1^{er} mars 2012).

Dépenses communes de personnel

e) Augmentation des dépenses communes de personnel de 1,9 million de dollars, calculée sur la base des décaissements effectifs moyens pendant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019. On trouvera dans le tableau ci-après une ventilation de l'évolution des traitements annuels liée à ce paramètre de calcul, en fonction du lieu d'affectation, de la classe, des composantes du traitement brut, ainsi que des effectifs concernés dans le projet de budget. Le montant total correspondant à la variation brute, avant application des taux de vacance, est présenté, et le montant après application des taux de vacance figure en fin de tableau.

(En dollars des États-Unis)

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Classe</i>	<i>Traitement</i>	<i>Dépenses communes de personnel</i>	<i>Contributions du personnel</i>	<i>Traitement brut</i>	<i>Effectif</i>	<i>Incidences</i>
New York	D-2	–	2 900	–	2 900	9	26 100
	D-1	–	2 800	–	2 800	27	75 600
	P-5	–	2 400	–	2 400	105	252 000
	P-4	–	2 100	–	2 100	379	795 900
	P-3	–	1 700	–	1 700	298	506 600
	P-2/P-1	–	1 300	–	1 300	28	36 400
	G(1°C)	–	1 100	–	1 100	32	35 200
	G(AC)	–	900	–	900	335	301 500
ASS	–	1 000	–	1 000	3	3 000	
Bangkok	P-4	–	1 800	–	1 800	3	5 400
	P-3	–	1 600	–	1 600	4	6 400
	P-2/P-1	–	1 300	–	1 300	1	1 300
	G(1°C)	–	1 100	–	1 100	1	1 100
	G(AC)	–	800	–	800	7	5 600
Addis-Abeba	D-1	–	2 200	–	2 200	2	4 400
	P-5	–	2 000	–	2 000	2	4 000
	P-4	–	1 700	–	1 700	20	34 000

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Classe</i>	<i>Traitement</i>	<i>Dépenses communes de personnel</i>	<i>Contributions du personnel</i>	<i>Traitement brut</i>	<i>Effectif</i>	<i>Incidences</i>
	P-3	–	1 400	–	1 400	4	5 600
	G(AC)	–	300	–	300	14	4 200
	SM	–	1 300	–	1 300	8	10 400
	AN	–	400	–	400	1	400
Genève	P-4	–	2 100	–	2 100	3	6 300
Vienne	D-1	–	2 300	–	2 300	1	2 300
	P-5	–	2 100	–	2 100	1	2 100
	P-4	–	1 700	–	1 700	3	5 100
	P-3	–	1 500	–	1 500	5	7 500
	G(1°C)	–	1 400	–	1 400	2	2 800
	G(AC)	–	1 100	–	1 100	1	1 100
Bruxelles	P-5	–	2 400	–	2 400	1	2 400
	G(AC)	–	900	–	900	1	900
Montant total des incidences en fonction des effectifs prévus avant application des taux de vacance						1 301	2 145 600
Réduction après application des taux de vacance proposés							(286 900)
Montant total des incidences du nouveau paramètre de calcul							1 858 700

Abbreviations : AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; ASS = agent(e) des services de sécurité ; G(1°C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; SM = agent(e) du Service mobile.

Application de taux de vacance moyens moins élevés

f) Une augmentation de 7,8 millions de dollars résultant de l'application de taux de vacance de postes calculés sur la base des taux moyens du deuxième semestre de l'exercice 2019/20, ajustés en fonction des taux de vacance réels au 31 janvier 2020 par entité, compte tenu des recrutements prévus. On trouvera dans le tableau ci-après une ventilation de l'évolution des traitements annuels liée à ce paramètre de calcul par entité et par catégorie de personnel.

(En dollars des États-Unis)

Entité	Catégorie	Taux de vacance prévus dans le budget approuvé (pourcentage)				Taux de vacance prévus dans le projet de budget (pourcentage)				Variation			
		Postes	Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	Création	Traitement brut	Postes	Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	Création	Traitement brut	Postes	Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	Création	Traitement brut
DPO	Administrateurs	8,3	25,9	50,0	76 028 400	8,6	13,5	50,0	75 850 700	0,3	(12,4)	–	(177 700)
	G/SM/AN	8,5	30,0	35,0	9 050 500	14,4	10,0	35,0	8 465 100	5,9	(20,0)	–	(585 400)
BNUUA	Administrateurs	18,3	25,9	50,0	4 557 700	5,4	13,5	50,0	5 276 700	(12,9)	(12,4)	–	719 000
	G/SM/AN	5,0	30,0	35,0	1 637 600	0,0	10,0	35,0	1 723 400	(5,0)	(20,0)	–	85 800
DOS	Administrateurs	11,8	25,9	50,0	55 161 300	8,0	13,5	50,0	57 764 700	(3,8)	(12,4)	–	2 603 400
	G/SM/AN	15,6	30,0	35,0	17 123 500	13,3	10,0	35,0	17 676 300	(2,3)	(20,0)	–	552 800
DMSPC	Administrateurs	11,9	25,9	50,0	26 511 100	10,5	13,5	50,0	27 080 600	(1,4)	(12,4)	–	569 500
	G/SM/AN	12,9	30,0	35,0	7 148 400	18,6	10,0	35,0	6 713 200	5,7	(20,0)	–	(435 200)
OICT	Administrateurs	3,7	25,9	50,0	7 182 400	5,4	13,5	50,0	7 132 300	1,7	(12,4)	–	(50 100)
	G/SM/AN	17,8	30,0	35,0	1 995 800	13,6	10,0	35,0	2 098 300	(4,2)	(20,0)	–	102 500
BSCI	Administrateurs	15,7	25,9	50,0	24 154 500	8,7	13,5	50,0	26 469 900	(7,0)	(12,4)	–	2 315 400
	G/SM/AN	20,4	30,0	35,0	3 080 800	19,0	10,0	35,0	3 179 500	(1,4)	(20,0)	–	98 700
EOSG	Administrateurs	21,6	25,9	50,0	706 300	0,0	13,5	50,0	900 700	(21,6)	(12,4)	–	194 400
	G/SM/AN	7,1	30,0	35,0	210 700	0,0	10,0	35,0	226 800	(7,1)	(20,0)	–	16 100
OSLA	Administrateurs	21,6	25,9	50,0	177 000	0,0	13,5	50,0	225 700	(21,6)	(12,4)	–	48 700
	G/SM/AN	7,1	30,0	35,0	–	0,0	10,0	35,0	–	(7,1)	(20,0)	–	–
UNOMS	Administrateurs	21,6	25,9	50,0	1 514 100	0,0	13,5	50,0	1 895 600	(21,6)	(12,4)	–	381 500
	G/SM/AN	7,1	30,0	35,0	445 500	0,0	10,0	35,0	479 500	(7,1)	(20,0)	–	34 000
Bureau de la déontologie	Administrateurs	21,6	25,9	50,0	382 100	0,0	13,5	50,0	487 200	(21,6)	(12,4)	–	105 100
	G/SM/AN	7,1	30,0	35,0	105 300	0,0	10,0	35,0	113 400	(7,1)	(20,0)	–	8 100
OLA	Administrateurs	21,6	25,9	50,0	3 275 400	12,7	13,5	50,0	3 646 300	(8,9)	(12,4)	–	370 900
	G/SM/AN	7,1	30,0	35,0	210 700	0,0	10,0	35,0	226 800	(7,1)	(20,0)	–	16 100
DCG	Administrateurs	21,6	25,9	50,0	504 400	0,0	13,5	50,0	643 200	(21,6)	(12,4)	–	138 800
	G/SM/AN	7,1	30,0	35,0	105 300	0,0	10,0	35,0	113 400	(7,1)	(20,0)	–	8 100
DSS	Administrateurs	21,6	25,9	50,0	2 109 600	18,2	13,5	50,0	2 219 000	(3,4)	(12,4)	–	109 400
	G/SM/AN	7,1	30,0	35,0	648 200	0,0	10,0	35,0	714 400	(7,1)	(20,0)	–	66 200

Entité	Catégorie	Taux de vacance prévus dans le budget approuvé (pourcentage)				Taux de vacance prévus dans le projet de budget (pourcentage)				Variation			
		Postes	Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	Création	Traitement brut	Postes	Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	Création	Traitement brut	Postes	Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	Création	Traitement brut
CCQAB	Administrateurs	21,6	25,9	50,0	536 600	0,0	13,5	50,0	650 900	(21,6)	(12,4)	–	114 300
	G/SM/AN	7,1	30,0	35,0	–	0,0	10,0	35,0	–	(7,1)	(20,0)	–	–
HCDH	Administrateurs	21,6	25,9	50,0	1 618 600	0,0	13,5	50,0	2 031 400	(21,6)	(12,4)	–	412 800
	G/SM/AN	7,1	30,0	35,0	105 300	0,0	10,0	35,0	113 400	(7,1)	(20,0)	–	8 100
Total					246 287 100				254 118 400				7 831 300
Ajustement lié à l'arrondissement des chiffres												(17 700)	
Montant total des incidences du nouveau paramètre de calcul												7 813 600	

Abréviations: AN = administrateur(trice)s recruté(e)s sur le plan national ; BNUUA = Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine ; BSCI = Bureau des services de contrôle interne ; CCQAB = Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ; DCG = Département de la communication globale ; DMSPC = Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité ; DOS = Département de l'appui opérationnel ; DPO = Département des opérations de paix ; DSS = Département de la sûreté et de la sécurité ; EOSG = Cabinet du Secrétaire général ; G = services généraux ; HCDH = Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ; OIC = Bureau de l'informatique et des communications ; OLA = Bureau des affaires juridiques ; OSLA = Bureau de l'aide juridique au personnel ; SM = Service mobile ; UNOMS = Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies.